



ETUDE DE BASE

Pamoja kwa Djugu / Ensemble pour Djugu

Novembre 2020

Contacts:

Francis Mubalama

Coordinateur de Terrain

**Search for Common Ground | End Violent
Conflict**

Goma | DR CONGO

Tél. : +243 817 109 392

Email : fmubalama@sfcg.org

Lora Nelson

Research, Monitoring and Learning Specialist

**Search for Common Ground | End Violent
Conflict**

Goma | DR CONGO

Tél. : +243 827671953

Email : lonelson@sfcg.org

Table des matières

Remerciements	3
Abréviations	4
Résumé exécutif	5
Objectif 1. Evaluer la pertinence de la théorie du changement du projet	5
Objectif 2. Evaluer la pertinence de l'approche	6
Objectif 3. Analyser des risques et sensibilité au conflit	8
Introduction	9
Contexte du projet	9
Objectifs de l'étude	10
Méthodologie	11
Collecte de données	11
Enquête ménage	11
Entretiens collectifs /Discussions des groupes	12
Analyse des données	13
Limitations	13
Résultats	14
Objectif 1. Evaluer la pertinence de la théorie du changement du projet	14
Objectif 2. Evaluer la pertinence de l'approche	16
Objectif 3. Analyser des risques et sensibilité au conflit	19
Indicateurs du Projet	43
Table 1: Tableau de valeurs de base et cibles à atteindre	43
Conclusions	44
Recommandations	44
Annexes	46

Remerciements

Ce rapport d'étude est le fruit d'une collaboration entre plusieurs personnes et institutions. Cette étude a été réalisée à la demande de Search for Common Ground et sa conception et sa mise en œuvre a été financée par les Fonds de Cohérence pour la Stabilisation. L'équipe de la mission d'évaluation tient à remercier les partenaires locaux et internationaux aux programmes STAREC pour leurs contributions. Elle apprécie tous les appuis nécessaires qu'ils ont mis à leur disposition afin que cette étude se passe dans des meilleures conditions. Elle remercie vivement d'abord les autorités nationales et provinciales (Ministre du plan, directeur de Cabinet du gouverneur de la Province de l'Ituri, Chef de mission du STAREC en ITURI, Coordination territoriale de la société civile de Djugu, députés provinciaux, ressortissants de Djugu et les autorités politico-administratives locales pour nous avoir facilité la tâche d'une façon ou d'une autre.

Elle tient également à remercier particulièrement le Coordinateur du consortium du projet « Pamoja kwa Djugu/Ensemble pour Djugu » et ses collaborateurs sur le terrain pour les contacts préalables entrepris auprès des autorités locales, territoriales et provinciales, et d'autres partenaires du projet ainsi que pour son excellente collaboration sans laquelle, il serait impossible de mener à bon port cette étude.

L'équipe d'évaluation exprime sa grande reconnaissance à tous les partenaires opérationnels du Projet « Pamoja kwa Djugu », dont leaders communautaires: représentant des associations culturelles au niveau du territoire de Djugu: Lori, Ente, Ankongo, Kero, communauté de Mabendi, Communauté de Mambisa, directeurs ou préfets des écoles, les infirmiers titulaires, FEC, les présidents des taximen, Présidents des jeunes, Président de groupement sportif, Société civile locale et leurs collaborateurs pour avoir répondu chaque fois aux rendez-vous de travail et faciliter le travail sur le terrain.

Ensuite, elle tient à remercier les responsables des associations femmes et des jeunes, et le responsable du service de genre, famille et enfant ; les leaders religieux (confessions catholique, musulmane, protestante et kimbanguiste, adventiste et orthodoxe) du Territoire de Djugu et leurs collaborateurs pour leur disponibilité malgré leur agenda de travail chargé.

Enfin, elle témoignera sa profonde gratitude à l'ensemble des bénéficiaires des associations et organisations à base communautaires et d'autres qui ont bien voulu répondre aux questions et pour leur accueil chaleureux.

Abréviations

AGR	Activité Génératrice des Revenus
CRC	Centre de Résolution des Conflits
ETD	Entité Territorial Décentralisée
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
PNC	Police Nationale Congolaise
FGD	Focus Groups de Discussions Dirigées
ILP	Initiatives Locales pour la Paix
KII	Key Informant Interview / Entretien Individuel Approfondie
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PNUD	Programme de Développement des Nations Unies
RDC	République Démocratique du Congo
SFCG	Search for Common Ground
STAREC	Programme de Stabilisation et de Reconstruction de l'Est de la RDC
VNGI	Association de Municipalité de Norvège
UNHABITAT	Programme des Nations unies pour les établissements humains
CORDAID	Catholic Organization for Relief and Development Aid
ONG	Organisation Non Gouvernementale

Résumé exécutif

Ce rapport rend compte des résultats d'une étude réalisée dans le territoire de Djugu en province de l'Ituri de l'Est de la RDC. Les participants à l'étude ont été sélectionnés en suivant une procédure en plusieurs étapes qui a consisté d'abord en une sélection aléatoire de site puis à la fin en une sélection aléatoire au sein des ménages. Les outils de collecte de données ont été conçus en adéquation avec les objectifs et les questions de recherche de cette étude.

Le résumé des principaux résultats et l'analyse de leurs implications se trouvent dans les paragraphes ci-dessous.

- 33% de bénéficiaires se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent les membres d'une autre communauté ;
- 45% de membres des communautés cibles dans le territoire de Djugu rapportent que les membres de leur communauté font confiance aux membres de "l'autre" communauté ;
- 36% de membres des communautés rapportent que les conflits violents entre communautés dans le territoire de Djugu sont transformés d'une manière pacifique ;
- 25% de personnes interrogées dans le territoire de Djugu se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes ;
- 26% de bénéficiaires s'attendent à ce que leur village devient plus paisible dans un an ; 64% de personnes interrogées pensent que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants de leurs zones.
- 75% de membres des communautés du territoire de Djugu reportent avoir accès à un espace où leurs doléances historiques sont adressées ;
- 50% de membres des communautés cibles sont d'accord ou très d'accord avec l'affirmation suivante : "je n'ai aucun problème si mon enfant marrie quelqu'un de l'autre communauté" (attitude) "ma communauté n'aura aucun problème si mon enfant marrie quelqu'un de l'autre communauté" ;
- 74% de membres des communautés cibles sont d'accord ou très d'accord avec l'affirmation suivante : *"je n'ai aucun problème à initier un business avec un membre de l'autre communauté"* ;
- 47% de membres des communautés cibles sont d'accord ou très d'accord avec l'affirmation suivante : *"ma communauté n'aura aucun problème si j'initie un business avec un membre de l'autre communauté si l'opportunité se présente"*.

Objectif 1. Évaluer la pertinence de la théorie du changement du projet

Les informations fournies ci-dessous montrent à suffisance la pertinence de la théorie du changement dans la mesure où les objectifs envisagés par le projet « Pamoja Kwa Djugu » répondent correctement aux problèmes identifiés ou aux besoins réels des populations bénéficiaires qui sont essentiellement le retour de la paix et la sécurité.

- **La relation entre le manque de confiance des communautés** envers les institutions étatiques et le manque d'une vision collective et commune de long terme des autorités et des solutions concrètes pour la paix existe. Les actions (tracasseries et manipulations) des animateurs des institutions ne démontrent pas une vision positive pour une paix durable entre les communautés, et ne permettent pas d'accroître la confiance des communautés envers les institutions.

- **Le niveau d'engagement des acteurs médiatiques** du territoire de Djugu dans la stabilisation et la transformation pacifique des conflits est faiblement perçu par les répondants à l'étude. Les participants aux discussions des groupes ont une perception négative des médias locaux du fait de leur appartenance ethnique et leur faible implication dans le processus de pacification et réconciliation des communautés en conflits. L'étude révèle que les informations collectées et traitées sont diffusées de manière partielle, non objective et asymétrique par manque de professionnalisme (formations adéquates, code de conduite d'éthique et déontologie du journaliste).
- **Le niveau d'accès des populations à des informations vérifiées et sensibles au conflit** est faible. La majorité des personnes interrogées déclarent qu'elle a un accès limité à des informations vérifiées et sensibles aux conflits. Cela serait dû à la faible couverture par les médias locaux. Pour la plupart des participants aux groupes de discussions et aux entretiens individuels ont déclaré que la radio était la principale source d'information sur le conflit dans les différents Secteurs/Chefferies du territoire de Djugu.
- **La capacité limitée des communautés, des autorités locales, territoriales, provinciales et nationales** à collaborer et mener de manière pacifique et constructive des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu. Etant donné l'incapacité des dirigeants locaux, territoriaux, provinciaux et nationaux d'exercer l'autorité de manière effective sur toutes les communautés en appliquant les lois du pays pour asseoir la paix, il semble raisonnable de présumer que la complexité du conflit impliquant une multitude d'acteurs étatiques et non-étatiques a donné lieu à une augmentation des 'domaines fragmentés d'auto-régulation.

Objectif 2. Evaluer la pertinence de l'approche

L'approche du projet est pertinente dans le sens où elle s'adapte aux problèmes rencontrés dans les communautés et permet au projet de faire exactement ce qui convient pour transformer les conflits touchant le territoire de Djugu dans une manière pacifique et constructive.

- **Les personnes interrogées ont mis en évidence des insuffisances des institutions étatiques qui constituent des menaces au processus de paix et de réconciliations entre les communautés dans les zones d'étude.** Il s'agit de (1) la faiblesse du système judiciaire caractérisé par l'impunité rampante et la corruption, l'absence de l'indépendance et l'insuffisance des magistrats ce qui fait que certaines structures judiciaires n'existent pas (2) l'accès inéquitable et illégaux de terre et des ressources naturelles entre les communautés, (3) l'incapacité des services de sécurité à mater les forces négatives (milice ethnique).
- **Les cadres d'échanges facilitant les interactions positives et la collaboration entre les communautés et les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales existent.** Les répondants ont mentionné le comité de sécurité élargi, Cependant, la valeur ajoutée de ces structures reste limitée vu la persistance des tensions inter communautaire et la résurgence des violences par les milices ethniques. Le statut et la faible capacité des animateurs de ces cadres d'échange ne contribuent pas à développer des rapports harmonieux entre les communautés et des interactions positives entre celles-ci et les autorités locales. Les participants aux focus

groupes ont reconnu unanimement que les acteurs de ces cadres ne contribuent pas significativement à promouvoir la paix entre les communautés.

- **Le rôle la femme dans la stabilisation et la construction de la paix est limité** à cause des stéréotypes et préjugés vis-à-vis de la femme mais aussi l'analphabétisme. Ainsi, la femme n'est pas suffisamment impliquée dans les questions de paix et réconciliation. Les personnes interrogées pensent que l'analphabétisme et/ou le faible niveau d'instruction des femmes serait à la base du faible engagement des femmes dans la recherche de la paix durable à Djugu. La participation politique et le leadership des femmes pourra contribuer significativement à la réduction de la violence sexuelle et sexiste, à la promotion de l'autonomisation des femmes et à l'amélioration du statut juridique des femmes. La majorité des participants pensent que la représentation des femmes dans des organes de prise de décision peut jouer un rôle positif dans la construction de la paix. D'autres participants ont mentionné que la femme devrait jouer le rôle de catalyseur (pacificatrice) à travers le mariage interethnique.
- **Le projet peut assurer que les préoccupations des femmes et des jeunes filles soient entendues et prises en compte** en impliquant ces dernières premièrement dans des évaluations sexospécifique, dans la mise en œuvre du projet en participants aux activités (élaboration des plans d'actions communautaires, dialogue communautaires, etc.) du projet, et en collectant les feedback et les plaintes des femmes par rapport aux questions divisent les communautés, et en faisant des plaidoyer auprès de solution.
- **La perception des différents groupes vis-à-vis des enjeux liés à la stabilisation et la construction de la paix** sont positives et favorables aux efforts de pacification initiés par les acteurs du programme STAREC à travers les dialogues et réunions communautaires et intercommunautaires. Des analyses des opinions des participants, il sied de relever que le dialogue est une activité qui peut contribuer efficacement au retour de la paix dans le territoire de Djugu. Les données recueillies dans les groupes de discussion montrent que la plupart des participants soutiennent le dialogue comme l'un des moyens les plus efficaces pour mettre fin aux hostilités et rétablir la paix dans le territoire de Djugu.
- **L'apport du projet dans l'intégration des problématiques liées à la participation des femmes**, des jeunes filles et des jeunes hommes aux conflits et à la construction de la paix, ainsi qu'aux inégalités liées au genre

Objectif 3. Analyser des risques et sensibilité au conflit

- **Les risques à prendre en compte pour rendre le projet sensible aux conflits** et s'assurer qu'il respecte le principe de « Ne Pas Nuire » lors de l'implémentation des différentes activités serait d'après les participants aux focus groupe d'éviter de soutenir des médias partisans (non neutres et non indépendantes) à connotation ethnique qui pourrait être des sources de tensions et conflits intercommunautaires. Aussi les acteurs invisibles au conflit constituent un risque pour le projet du fait qu'ils sont susceptibles d'exploiter des structures et des groupes existant à des fins politiques.
- **Les défis pouvant empêcher le projet d'atteindre ses objectifs** seraient selon les personnes interrogées l'interruption ou la rupture de l'appui technique et financier des cadres d'échanges existant pour assurer le transport et la communication téléphonique entre les membres des

comités dirigeants de ces structures pour l'organisation des réunions et dialogues communautaires et intercommunautaires.

- **La gestion efficace des problèmes liés à la mise en œuvre du projet**, selon les répondants, serait d'impliquer et consulter toutes les parties prenantes au conflit (les élites dirigeantes, les femmes comme actrices de paix, de changement et non seulement comme victimes et les jeunes). Organiser des dialogues francs et sincères et en impliquant les jeunes susceptibles d'être facilement manipulés. Selon les participants à l'étude, la gestion efficace des problèmes passe par la redynamisation des cadres d'échanges existants et la création d'autres dans les zones où les besoins ont été identifiés.

Introduction

Contexte du projet

Le territoire de Djugu est caractérisé par des tensions et conflits entre les communautés, lesquels l'ont plongé dans un cycle de violence meurtrière depuis le milieu de 2017, cycle qui a provoqué plus de 6 000 morts, dont environ 3 800 femmes, 600 enfants et 1600 hommes, et plus des 300 000 déplacés internes répartis dans différents sites. Les violences ont également entraîné la destruction de villages entiers et de nombreuses infrastructures de base.

C'est dans ce contexte que Search for Common Ground (Search), en consortium avec Centre Résolution Conflits (CRC), avec l'appui financier des Fonds de Cohérence pour la Stabilisation, met en œuvre depuis juin 2020, un projet Pamoja kwa Djugu / Ensemble pour Djugu. Ce projet contribue à la stabilisation de l'est de la République RDC, mettant un accent sur le rétablissement de la confiance entre les communautés Lendu et Hema, le renforcement de leur résistance aux manipulations et la résolution de manière progressive, pacifique et inclusive des conflits intercommunautaires.¹

Le projet Pamoja kwa Djugu vise deux résultats, à savoir le renforcement du processus de dialogue démocratique et de conciliation à plusieurs niveaux et le renforcement de la capacité des médias locaux à fournir des informations sensibles aux conflits et de haute qualité. Les principaux problèmes abordés sont liés à l'accès à la terre, les inégalités structurelles, l'absence ou faiblesse de l'autorité de l'Etat, l'inefficacité des plateformes de résolution des conflits et les préjugés sur deux communautés majoritaires (Hema et Lendu) dans la zone.

Search et son partenaire local CRC mènent des activités de dialogue intercommunautaire afin de renforcer la cohésion entre les communautés, et les tribunes d'expression populaire offrir des moyens aux communautés de nouer un dialogue avec les ETD.

Afin de renforcer sa réponse, Search for Common Ground a conduit une étude de base dans les zones (secteurs /chefferies) d'intervention du projet Pamoja kwa Djugu afin de fournir des informations clés liées aux valeurs de base et au contexte pour informer la mise en œuvre et assurer la sensibilité au conflit².

Objectifs de l'étude

L'objectif de cette étude est d'établir une situation de référence pour l'efficacité et l'efficacé de la mise en œuvre du projet. Ainsi, Search accorde une importance capitale aux changements à opérer à travers les produits, effets et impacts de ses interventions en faveur des populations locales. Pour ce faire, cette étude dégage des données quantitatives par rapport aux indicateurs fixés dans le plan de suivi et évaluation du projet mais aussi une analyse qualitative du contexte de la zone d'étude pour informer la

¹ Proposition du Projet Pamoja kwa Djugu / Ensemble pour Djugu.

² Termes de référence de l'étude de base du projet Pamoja Kwa Djugu

mise en œuvre et assurer la sensibilité au conflit. Elle servira de référence pour l'évaluation périodique et finale du projet.

Plus spécifiquement, l'évaluation vise les objectifs suivants :

- Renseigner sur la situation de départ par rapport aux valeurs de base des indicateurs du projet et à la pertinence de la théorie des changements ;
- Comprendre la pertinence de l'approche en lien avec le contexte actuel afin d'adapter la stratégie d'intervention ;
- Évaluer les risques liés au projet et faire des suggestions afin que la sensibilité au conflit soit respectée.

Méthodologie

Cette étude a utilisé la méthodologie mixte, essentiellement les méthodes qualitative et quantitative dans le territoire de Djugu en province de l'Ituri.

Collecte de données

La collecte de données a été réalisée par une équipe mixte des staffs du suivi et évaluation de Search for Common Ground et des enquêteurs locaux entre octobre et novembre 2020.

Enquête individuelle

L'entretien semi structuré a été utilisé pour collecter les données auprès des chefs de ménages. Cette collecte a porté sur le cycle de violences récurrentes à Djugu, la cohabitation pacifique entre communautés, les principaux acteurs des conflits, la perception sur les moyens de résolution des conflits, etc. Au total 432 ménages ont été interviewés lors de la collecte des données dans les 12 sites d'intervention du projet Pamoja kwa Djugu. Les détails sur la méthode et le processus d'échantillonnage se trouvent dans les termes de référence, document en annexe du présent rapport.

Le tableau ci-dessus présente la répartition des ménages enquêtés selon le sexe, âge du chef de ménage et le site d'intervention.

Tableau 1 : Répartition de personnes enquêtées

N°	Zone d'étude	Sexe		Echantillon
		Hommes	Femmes	
1	Bahema Badjere	20	19	39
2	Bahema Baguru	21	16	37
3	Bahema Banywagi	53	43	96
4	Bahema Nord	22	25	47
5	Mambisa	17	16	33
6	Ndo Okebo	12	16	28
7	Walendu Djatsi	15	21	36
8	Walendu Pitsi	20	19	39
9	Walendu Tatsi	37	40	77
Total		217	215	432

Entretiens collectifs /Discussions des groupes

16 discussions de groupe ont été conduites avec les différentes cibles : les femmes adultes, hommes adultes, jeunes filles et jeunes garçons. Chaque groupe était composé de 8 personnes, femmes et hommes séparés. Un guide d'entretien a été élaboré à cet effet. Les données collectées concernent principalement le cycle de violence récurrente, cohabitation pacifique entre communautés, principaux acteurs des conflits, perception sur un moyen de résolution des conflits, etc. En raison de la présence de la pandémie de COVID-19, le respect de la distanciation sociale telle que dictée par le ministère de la santé publique de la RDC comme l'une des mesures barrières était appliquée.

Tableau 2. Répartition des participants aux discussions des groupes

Zones d'étude	Nombre de FGD	Nombre de participants par FGD	Nombre total de participants
Bahema Baguru	2	8	16
BahemaBanywagi	8	8	64
Mambisa	2	8	16
NdoOkebo	1	8	8
Walendu Djatsi	3	8	24
Nombre total de participants			128

Entretiens semi-structurés

Les entretiens semi-structurés ont été menés auprès des différents acteurs au sein des communautés ciblées par l'étude. Ces entretiens ont porté essentiellement sur les éléments suivants : la relation entre les communautés et celles-ci institutions, la perception des communautés sur les activités de dialogue communautaire, le rôle de la femme, etc. Le tableau suivant présente les entretiens individuels réalisés par catégories d'informateurs clés.

Tableau 3 : Répartition des informateurs clé (KIIs)

Catégorie de KIIs	Nombre de KIIs
Leaders communautaires	4
Leaders religieux	3
Autorités politico administratives	2
Leaders traditionnels /Chefs Coutumiers	2
Responsables des services étatiques	2
Coordinateurs des organisations	2
Nombre Total de KIIs	15

Analyse des données

Les données de l'enquête ont été collectées auprès des ménages en utilisant l'application CommCare puis elles ont été exportées dans Microsoft Excel pour le nettoyage et importées dans SPSS pour l'analyse. L'analyse basée sur la statistique descriptive a été faite pour mesurer les différences dans les réponses des enquêtés au fil du temps et à travers les zones d'intervention.

L'analyse qualitative traditionnelle est à la fois laborieuse et longue car elle implique la transcription mot à mot et un codage thématique détaillé de chaque FGD et KII réalisés. Étant donné la nécessité de produire rapidement des résultats de cette étude qui peuvent immédiatement informer la mise en œuvre de projet « Pamoja Kwa Djugu », cette étude a utilisé une méthode d'analyse connue sous le nom Rapid Identification of Themes From Audio Recordings (RITA)³. Les détails sur cette méthode se trouvent en annexe (Neal et al. 2015 Rapid Analysis) de ce rapport.

Limitations

L'équipe d'évaluation a connu des contraintes sur le terrain qui sont liées aux points suivants :

- L'indisponibilité de certains participants au moment de l'enquête. Par conséquent, on ne sait pas comment leurs réponses auraient pu être différentes de celles des personnes interrogées lors de l'étude. Cependant, la méthode d'échantillonnage utilisée a été développée afin de réduire l'occurrence de biais de sélection.
- L'insécurité qui a été observée dans certaines zones d'intervention du projet n'a pas permis l'équipe d'évaluation d'interroger toutes les personnes sélectionnées. L'utilisation des enquêteurs locaux était la meilleure option pour atteindre certaines personnes choisies pour cette étude.
- La difficulté d'accès à certaines autorités administratives et leaders communautaires qui ont été réticents et/ou indisponibles ;
- Le dépassement de la taille de l'échantillon lors de la collecte de données de 400 à 432 personnes interrogées.
- La difficulté de lier les données quantitatives aux qualitatives lors de l'analyse et la rédaction du rapport de l'étude de base car la structure du questionnaire et des guides d'entretiens était différente pour capturer les informations pour appliquer la méthode mixte.

³ Neal, Jennifer Watling, et al. "Expediting the analysis of qualitative data in evaluation: A procedure for the rapid identification of themes from audio recordings (RITA)." *American Journal of Evaluation* 36.1 (2015): 118-132.

Résultats de l'étude

Les présents résultats s'articulent autour des trois objectifs de l'étude entre autres : (i) Renseigner sur la situation de départ par rapport aux valeurs de base des indicateurs du projet et à la pertinence de la théorie des changements ; (ii) Comprendre la pertinence de l'approche en lien avec le contexte actuel afin d'adapter la stratégie d'intervention ; (iii) Évaluer les risques liés au projet et faire des suggestions afin que la sensibilité au conflit soit respectée.

1. Renseignement de la situation de départ par rapport aux valeurs de base des indicateurs du projet

Table 4: Tableau de valeurs de base et cibles à atteindre

Indicateur	Baseline	Target
Pourcentage de bénéficiaires qui se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent les membres d'une autre communauté.	33%	75%
Pourcentage de membres des communautés ciblées dans le territoire de Djugu qui rapporte que les membres de leur communauté font confiance aux membres de "l'autre" communauté.	45%	70%
Pourcentage de membres des communautés qui rapportent que les conflits violents entre communautés dans le territoire de Djugu sont transformés d'une manière pacifique	36%	70%
Pourcentage de personnes dans le territoire de Djugu qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes.	25%	65%
Pourcentage de bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur village devienne plus paisible dans un an	26%	65%
Pourcentage de personnes qui pensent que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants de leurs zones.	64%	80%
EXTRANTS		
Pourcentage de membres des communautés du territoire de Djugu qui reportent avoir accès à une espace où leurs doléances historiques sont adressées	75%	80%
Pourcentage de membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes : Pourcentage des membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes : "je n'ai aucun problème si mon enfant marie quelqu'un de l'autre communauté" (attitude) "ma communauté n'aura aucun problème si mon enfant marie quelqu'un de l'autre communauté"	50%	85%
Pourcentage de membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes : "je n'ai aucun problème à initier un business avec un membre de l'autre communauté".	74%	85%
Pourcentage de membres des communautés cibles qui sont d'accord ou très d'accord avec les affirmations suivantes : "ma communauté n'aura aucun problème si j'initie un business avec un membre de l'autre communauté si l'opportunité se présente".	47%	80%

2. Compréhension de la pertinence de la théorie du changement et de l'approche du projet

2.1. Evaluation de la pertinence de la théorie du changement du projet

La théorie des changements du projet stipule ce qui suit : Si (1) une vision collective et commune de long terme et des solutions concrètes pour la paix sont formulées par les communautés et les leaders locaux et territoriaux eux-mêmes; si (2) les initiatives de résolution des conflits, de réconciliation et de stabilisation sont harmonisées et se fondent sur les résultats du dialogue ; et si (3) les acteurs médiatiques diffusent l'information sensible au conflit qui contre les préjugés et stéréotypes; alors la confiance entre les communautés et dans les institutions étatiques sera renforcée, les conflits seront gérés de façon non-violente et les causes des conflits trouveront une réponse plus adaptée et efficace, créant les fondements d'institutions stables et de la consolidation de la paix.

Au regard de ce qui précède, il sied de noter que la théorie du changement du projet vaut son pesant d'or dans un contexte du conflit. Ainsi, la pertinence se justifie par l'identification des risques majeurs de défaillance, leurs conditions d'apparition dans le projet et l'identification des facteurs responsables.

a. Y a-t-il une relation entre le manque de confiance de la part des communautés envers les institutions étatiques et le manque d'une vision collective et commune de long terme et des solutions concrètes pour la paix ?

Les données des focus groups disent que **75% des participants ont affirmé qu'il existe une relation entre le manque de confiance des communautés envers les institutions étatiques et le manque d'une vision collective et commune de long terme des autorités et des solutions concrètes pour la paix**. Le manque d'une vision collective et commune des autorités et des solutions concrètes pour la paix, et résultent de la méfiance, la gestion inéquitable de la terre, l'irresponsabilité des acteurs des institutions étatiques à assumer efficacement leur mandat, et cela est la base du manque de confiance des communautés envers les institutions étatiques. Les participants aux FDG ont déclaré ce qui suit :

« Effectivement selon moi, s'il y a des tensions, cela veut tout simplement dire que l'Etat a failli à sa mission, c'est ce qui justifie d'ailleurs la montée des cas de justice populaire. » [Participant, KII, Société Civile, Fataki]

« Mon point de vue par rapport à la relation entre le manque de confiance des communautés est que nous n'avons plus de confiance envers les services étatiques car l'Etat n'exerce pas bien sa mission qui est de protéger la population et ses biens. » [Participante, FGD, Jeunes filles Tombaki/Tchomia]

b. Quel est le niveau d'engagement des acteurs médiatiques du territoire de Djugu dans la stabilisation et la transformation pacifique des conflits ?

Le niveau d'engagement des acteurs médiatiques du territoire de Djugu dans la stabilisation et la transformation pacifique des conflits est faiblement reconnu par les répondants à l'étude. **44% de**

participants aux focus groups ont été favorables du rôle des acteurs des médias dans le processus de stabilisation et transformation pacifique des conflits, et ont déclaré ce qui suit :

« Nous recommandons de renforcer la capacité des journalistes locaux, d'insérer les émissions interactives intercommunautaires qui concernent aussi les femmes et qui parlent de la paix et des débats en direct. » **[Participant, FGD, femmes, Nizi]**

« En parlant des médias, je constate qu'il y a lieu d'aborder et de distinguer les médias classiques et les réseaux sociaux. Les médias sont devenus sectoriels c'est pourquoi, les médias d'obédience Lendu ne passent pas les messages des autres communautés ainsi de suite. Les réseaux sociaux quant à eux, jouent un rôle vraiment négatif car ils ne véhiculent que des messages de haine. » **[Participant, KII, Ministère du Plan, Bunia]**

Au regard de ce qui précède, il sied de noter que le niveau du professionnalisme des acteurs médiatiques est faiblement aperçu par les participants à l'étude du fait que leur indépendance et leur neutralité à diffuser des informations vérifiées et sensible aux conflits semble être limité par leur appartenance ethnique et par conséquent, ils jouent un rôle limité dans la construction de la paix à Djugu.

c. Quel est le niveau d'accès des populations à des informations vérifiées et sensibles au conflit ?

Les données des FGD révèlent que **38% de participants pensent que les acteurs ont une capacité limitée** pour aborder les questions sur le sujet de conflit qui sévit dans le territoire Djugu. Cela serait dû au manque de formations journalistiques adéquates et à la sectorisation des médias selon les ethnies. Comme l'indiquent les déclarations ci-dessous des participants aux FGD et aux KII:

« A mon avis, toutes les couches de population n'ont pas accès à l'information vérifiées et sensibles parce que ces radios-là ne couvrent pas toute l'étendue du territoire de Djugu. » **[Participant, KII, Administrateur du Territoire, Bunia]**

« La population a accès à des informations radios selon leurs obédiences ou secteurs. Les radios sont partisans et il y a des doutes sur leur capacité technique et surtout celle de leurs animateurs. Aussi, aucune radio qui couvre totalement le territoire de Djugu. » **[Participant, KII, Ministère du Plan, Bunia]**

Ainsi, l'appartenance des médias à une ou une autre ethnie crée un intéressement une partie de la population au cas où les émissions seraient à l'origine de la stigmatisation communautaire.

d. Quelle est la capacité des communautés, des autorités locales, territoriales, provinciales et nationales à collaborer et mener de manière pacifique et constructive des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu ?

50% des participants aux FGD pensent que la capacité des communautés, des autorités locales, territoriales, provinciales et nationales à collaborer et mener de manière pacifique et constructive

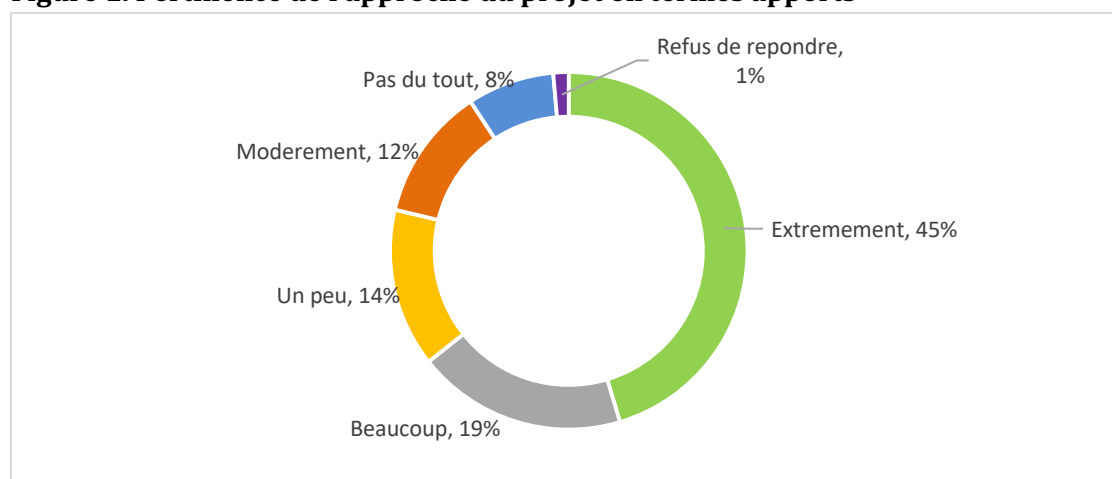
des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu est limitée. Cela serait dû aux conflits d'intérêts des élites dirigeantes et à la mauvaise gestion des questions liées à l'exploitation des carrières minières qui opposent les multinationales aux artisans entravent.

« Je crois que les communautés ont cette capacité de collaborer sauf qu'elles sont manipulées par des tireurs des ficelles. Souvent il y a des tireurs des ficelles qui découragent ceux qui veulent adhérer au processus de paix. » [Participant, KII, Administrateur du Territoire, Bunia]

« Je suis persuadé que ce conflit pourrait être transformé localement mais nos autorités ici sur place ne peuvent jamais y parvenir si on ne leur donne pas assez de moyens pour faire la sensibilisation. » [Participant, KII, Leader communautaire : société-civile, Lopa/Bahema Baguru]

2.2. Evaluation de la pertinence de l'approche du projet

Figure 1. Pertinence de l'approche du projet en termes apports



64% de personnes interrogées ont affirmé que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants de votre territoire contre 8%. Le projet Pamoja Kwa Djugu, guidé par une approche fondée sur la promotion du dialogue démocratique, la responsabilisation locale et les initiatives existantes et passées permettent de répondre aux besoins de la paix, la réconciliation et de la sécurité de la population et ainsi un moyen d'attendre les résultats attendus du projet dans le sens où les communautés auront un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit et mènent avec les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu de manière pacifique et constructive.

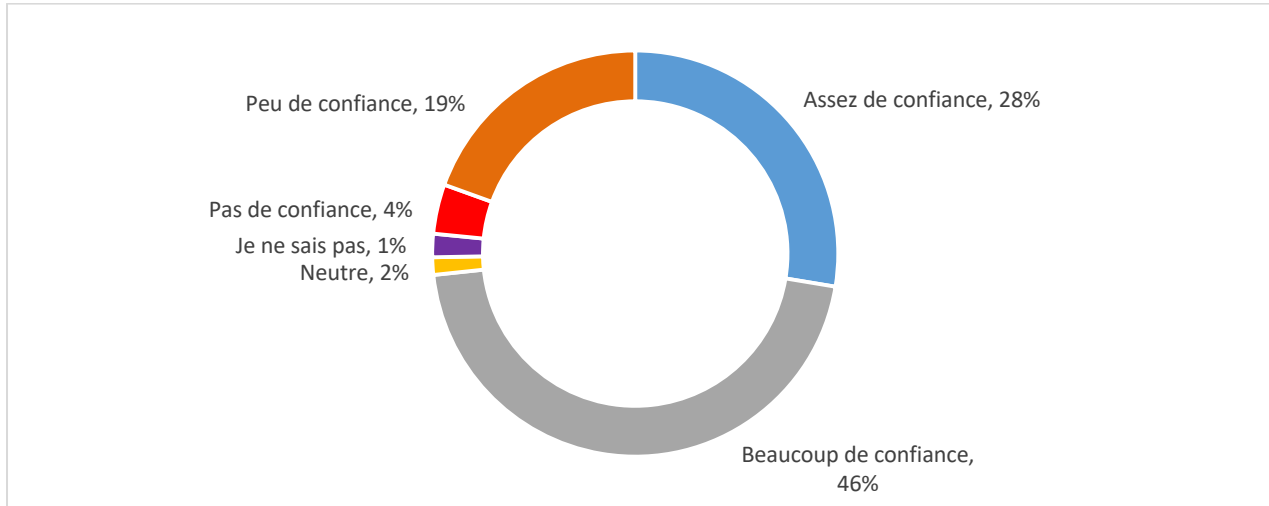
En outre, l'approche du projet est aussi pertinente dans la mesure, elle va permettre d'impliquer des acteurs politiques, économiques et de sécurité de haut niveau.

« Je crois que les communautés ont cette capacité de collaborer sauf qu'elles sont manipulées par des tireurs des ficelles. Souvent il y a des tireurs des ficelles qui

découragent ceux qui veulent adhérer au processus de paix. » [Participant, KII, Administrateur du Territoire, Bunia]

e. Quel est le niveau de confiance mutuelle entre les communautés et les institutions étatiques ?

Figure 2. Niveau de confiance mutuelle entre les communautés et les institutions étatiques



Les résultats du graphique ci-haut montrent que 46% de la population enquêtée a beaucoup confiance aux institutions étatiques, 28% ont assez de confiance, 19% ont peu de confiance, 4% n'ont pas de confiance, 3% ne se sont pas prononcés. Ces résultats corroborent avec les déclarations des participants aux FGD et aux KII montrant que le niveau de confiance mutuelle entre les communautés et les institutions étatiques est faible. Les influences négatives des acteurs des institutions étatiques constituent des menaces au processus de paix et de réconciliations entre les communautés dans les zones d'étude.

« A mon humble avis, il y a un manque de confiance car ces agents qui sont commis à veiller à la sécurité se font avoir et sont soupçonnés de traiter avec les malfaiteurs assez souvent. » [Participant, KII, Leader religieux catholique, Fataki]

« Les communautés ne font pas confiance totalement aux institutions étatiques, car elles les perçoivent comme une menace, les faisant subir des tracasseries étant donné que l'Etat n'arrive pas à prendre ses responsabilités et n'est pas présent sur toute l'étendue du territoire de Djugu. » [Participant, KII, STAREC, Bunia]

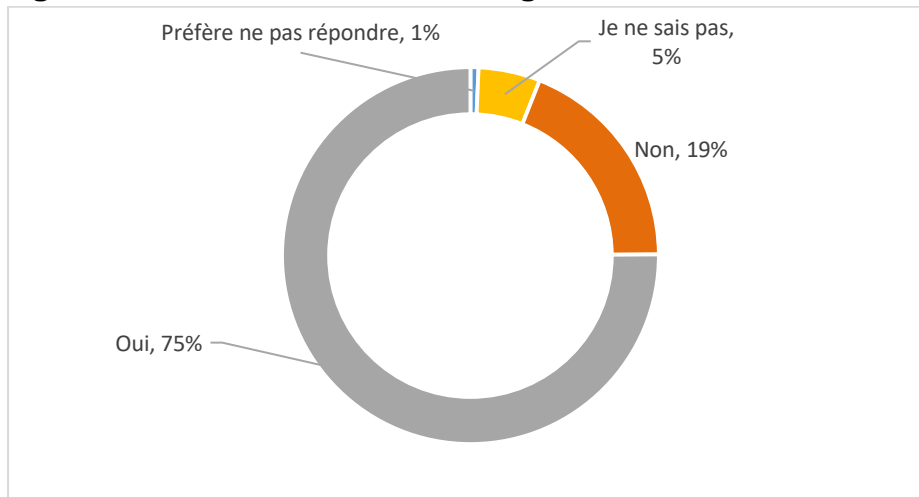
« Selon moi, le niveau de confiance mutuelle est faible car la communauté croit que les militaires (PNC et FARDC) collaborent avec les assaillants. Il y a eu une attaque dans une colline et là on sait qu'il y avait des éléments des FARDC, ils n'ont rien fait en termes d'intervention. » [Participant, Société civile, Lopa/Bahema Baguru, Djugu]

« Je pense que le manque de confiance entre les communautés et les institutions étatiques est lié à la faiblesse de l'Etat. Ceci est à la base de cette dégradation de la confiance, l'Etat

ne sait pas prendre ses responsabilités. » [Participant, FGD, Jeunes garçons, Inga-Barrière]

f. *Existent-ils les cadres d'échanges qui facilitent les interactions positives et la collaboration entre les communautés et les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales ?*

Figure 3. Existence des cadres d'échanges



Au regard du graphique ci-haut, 75% de la population enquêtées reconnaissent l'existence des cadres d'échanges qui facilitent les interactions positives et la collaboration entre les communautés et les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales existents. Les participants aux KII ont cité les structures ci-après : OIM, VNGI, SFCG, UNHABITAT, CORDAID, CDJP, société civile, CARITAS, etc. Ces derniers ont fait des déclarations suivantes :

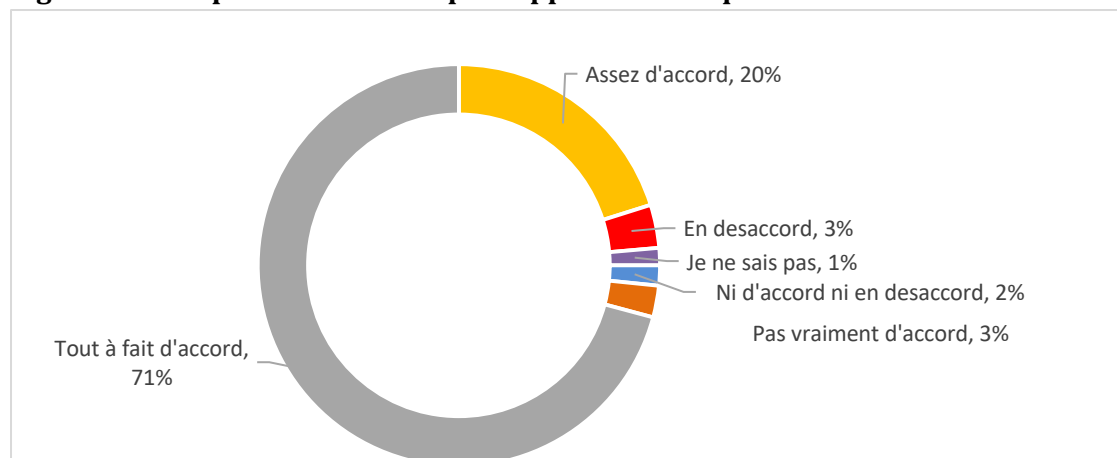
« Selon moi, au niveau du territoire c'est le comité de sécurité élargi, on donne l'occasion à la communauté de venir s'exprimer et exposer ses problèmes, ailleurs c'est ce qu'on appelle les tribunes d'expression populaires. Des petites structures qui ont été mises en place dans différentes communautés et qui facilitent les interactions entre les communautés et les autorités locales. » [Participant, KII, Administrateur du Territoire, Bunia]

« A ma connaissance, on peut citer : OIM, VNGI, SFCG, UNHABITAT, CORDAID, CDJP. Ces ONG ont même essayé d'encourager les bonnes initiatives allant dans le sens de la restauration de la collaboration à travers un financement basé sur la performance. » [Participant, KII, Société civile, Fataki]

Selon les participants, les cadres d'échanges réunissent les leaders traditionnelles, les autorités politico administratives et les membres de la communauté et parlent de la sécurité, la protection de la population et de leurs biens, la cohabitation pacifiques entre les communautés et la consolidation de la paix dans le territoire de Djugu.

g. Quelles sont les perceptions existantes par rapport au rôle que la femme joue ou devrait jouer dans la stabilisation et la construction de la paix ?

Figure 4. Perceptions existantes par rapport au rôle que la femme

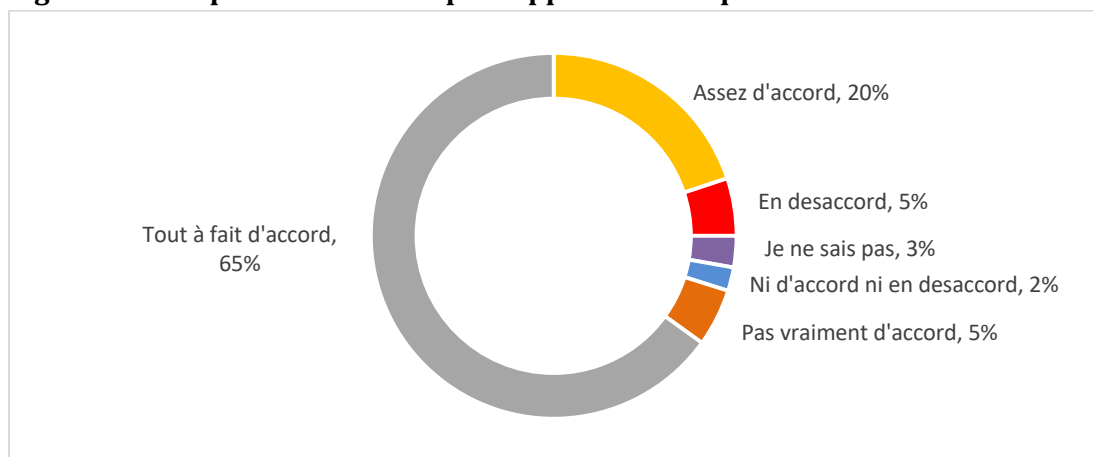


71% des répondants sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle "les femmes ont un rôle important à jouer dans l'amélioration du climat de confiance parmi les communautés". Les données de focus groupes montrent ce qui suit :

« A mon avis, pour que les femmes jouent un rôle dans la construction de la paix, elle doit être d'abord réhabilitée dans ses droits, c'est-à-dire la respecter, lui donner l'espace, l'éduquer à jouer son rôle. Il faut aussi associer les femmes dans la prise des décisions. »
[Participant, KII, Ministère du Plan, Bunia]

« Personnellement, en tant que femmes, nous avons le rôle très capital à jouer pour améliorer le climat en procédant aux sensibilisations des autres femmes au sein de nos communautés. Cela pourra aider à éviter le conflit et convaincre les gens à éviter de s'enrichir sur le sang de nos frères, nous devons bannir cette pratique. »
[Participante, FGD, femmes, Nizi]

Figure 5. Perceptions existantes par rapport au rôle que la femme



65% de personnes enquêtées sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle : "je considère que les questions de transformation des conflits concernent aussi les femmes", contre 5%.

h. Comment le projet peut assurer que les préoccupations des femmes et des jeunes filles soient entendues et prises en compte ?

Les données de fous groups renseignent au projet que la prise en compte des préoccupations des femmes et des jeunes passe par leur information, leur implication dans des séances de sensibilisation (initiation des émissions la radio diffusées avec la participation des femmes), leur consultation et leur autonomisation à travers construire des salles communément appelées maison des femmes et des jeunes et/ ou centre des ressources communautaires.

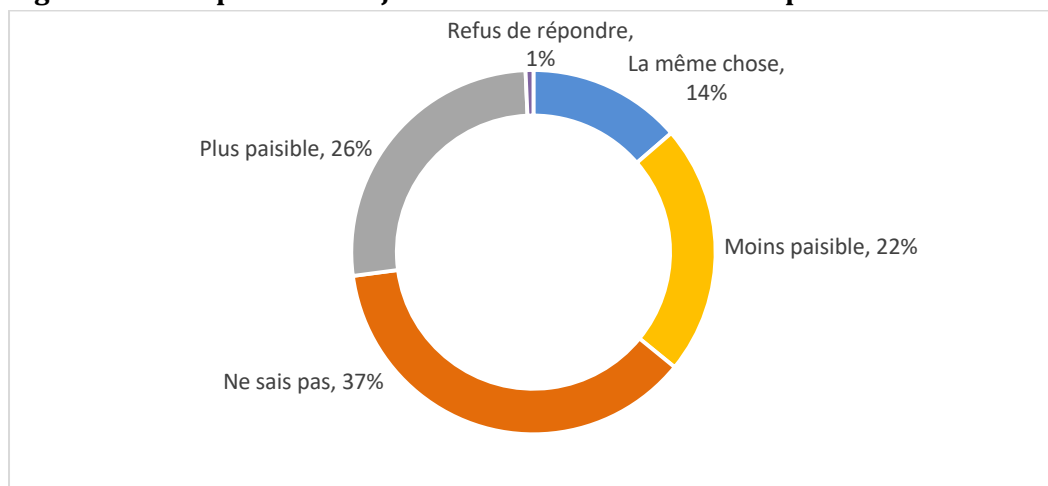
« A mon avis, pour que les préoccupations des femmes et jeunes filles soient entendues et prises en compte, il faut les faire participer dans tous les programmes. » **[Participante, KII, Responsable genre, famille, femmes, et enfants, Tchomia]**

« Pour assurer que les préoccupations des femmes et des jeunes filles soient entendues et respectées, il faut les former et les faire participer à un certain niveau de responsabilité. » **[Participante, KII, Chef de Secteur, Tchomia]**

La stratégie du projet doit incorporer les préoccupations et les expériences des femmes et des jeunes en mettant accent sur les jeunes ex-miliciens et miliciens dans la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation des activités de façon intégrale et inclusive dans les domaines politique, économique, social et culturel de manière que les femmes et les jeunes participent efficacement et de façon égale et équitable aux actions de consolidation de la paix dans le territoire de Djugu afin ces catégories soient capable de résister à toutes formes de manipulations visant à alimenter les tensions entre les communautés ciblées par le projet.

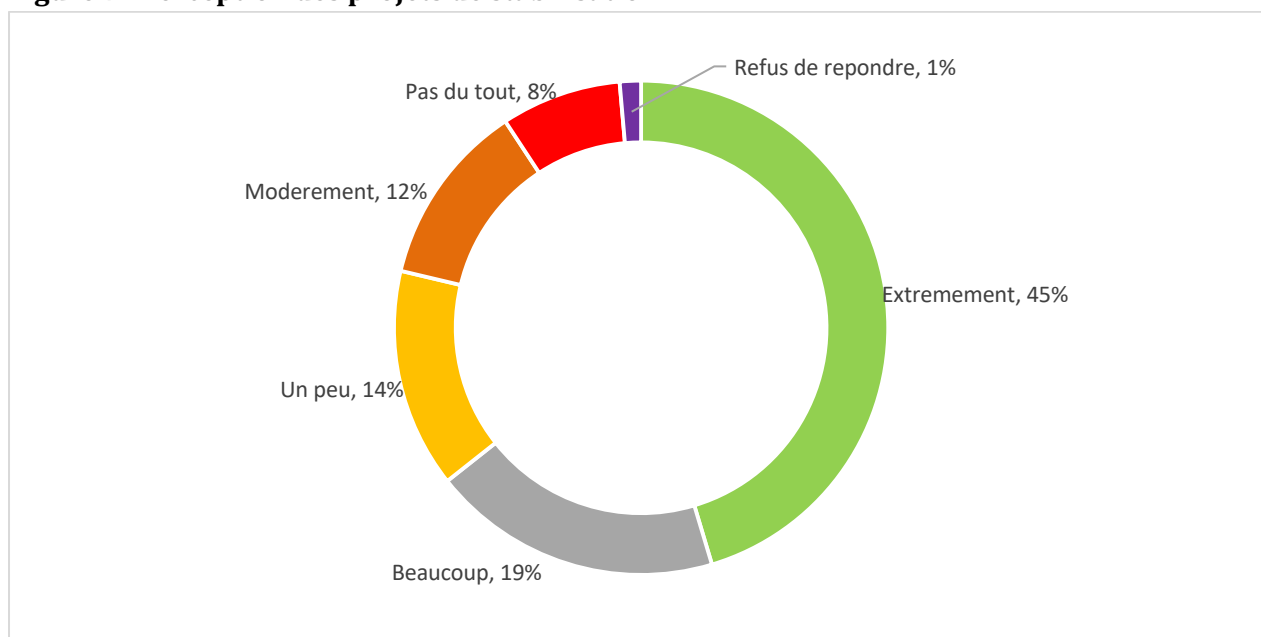
i. Comment les différents groupes perçoivent et vivent les enjeux liés à la stabilisation et la construction de la paix ?

Figure 6. Perception des enjeux liées à la construction de paix



Par rapport aux enjeux de la stabilisation et la construction de la paix, le graphique ci-dessus montre des opinions partagées des enquêtés sur leur futur, 26% disent que leur quartier / village sera plus paisible, 22% moins paisible, 14% pensent que la situation actuelle de conflit restera la même dans un an.

Figure 7. Perception des projets de stabilisation



45% des personnes enquêtées déclarent que les projets de consolidation de la paix adressent extrêmement les problèmes importants de leur territoire, 19% modérément, 14% beaucoup, 12% un peu, 8% pas du tout.

« Personnellement je pense, si on intensifie les initiatives des dialogues dans notre territoire, nous aboutirons à la paix. » [Participant, FGD, Jeunes garçons, Nyamusasi/Tchomia]

« Je pense que si on appui ces associations, et les autres leaders, et apporter des nouvelles notions en rapport avec la loi, appuyer la société civile. Cela permettra de résoudre beaucoup des problèmes de conflit. Il faut aussi appuyer les associations de la société civile et les OPJ, en les renforçant aussi en capacité. » [Participant, KII, Société Civile, Fataki]
« A travers les sensibilisations sur la paix, je pense que nous avons besoins d'une radio à Fataki pour permettre la diffusion des messages de paix sur place. Les médias locaux constituent un élément fondamental dans la stabilisation et la construction de la paix. » [Participante, FGD, Femmes, Fataki]

j. Qu'est-ce que le projet doit faire afin d'assurer l'intégration des problématiques liées à la participation des femmes, des jeunes filles et des jeunes hommes aux conflits et à la construction de la paix, ainsi qu'aux inégalités liées au genre ?

L'examen des opinions auprès des participants aux FGD et au KII permet au projet d'étudier et d'analyser dans notre projet et d'une façon systématique les problèmes des femmes et des jeunes pour l'inclusion sociale.

3. Analyse des risques et sensibilité au conflit

3.1. Risques et sensibilité au conflit

Quels sont les risques à anticiper (à prendre en compte) afin de rendre le projet sensible aux conflits et s'assurer qu'il respecte le principe de Ne Pas Nuire lors de l'implémentation des différentes activités ?

Le manque de collaboration entre les communautés et les institutions pourraient affecter les objectifs du projet, son ancrage dans les communautés ciblées du et la consolidation de la paix dans ses zones.

Le déficit de redevabilité des acteurs (autorités politico administrative, leaders religieux, leaders traditionnels, les responsables des organisations locales et internationales) qui ne rendent compte à la population.

La résurgence de la violence dans les chefferies cibles dû au manque de confiance des communautés envers les institutions et manque de vision communes et concrètes des autorités pourrait interrompre la mise en œuvre des activités du projet.

Le manque d'ancrage du projet pourrait résulter de la faible capacité des communautés, des autorités locales, territoriales et provinciales, et la faible implication et le manque d'appropriation des acquis du projet par les communautés et les autorités et d'autres acteurs locaux.

Les résultats et les objectifs du projet ne peuvent pas être atteints si la population cible a un faible accès à l'information de qualité (vérifiée et sensible au conflit).

La diffusion des messages qui vont en l'encontre de la construction et la consolidation de la paix par des médias partisans pourrait faire à ce que le projet ne puisse pas contribuer au retour de la paix à Djugu. La non-inclusion des femmes et des jeunes dans les activités du projet pourrait accentuer les tensions par la manipulation et l'instrumentalisation de ces couches par les élites dirigeantes au détriment des efforts de la paix.

D'autres risques à prendre en compte pour ce projet seraient le non-respect du principe humanitaire « Ne Pas Nuire » lors de la mise œuvre des activités sur le terrain. Les acteurs invisibles au conflit constituent un risque majeur pour le projet. En visant leurs propres intérêts, ils peuvent instrumentaliser des structures et des groupes existant en entachant la collaboration des parties prenantes au projet.

« Selon moi, ce n'est pas le mépris mais les tireurs des ficelles. Il n'y a pas de mépris et nous sommes d'ailleurs innocents dans tout ce qui se passe. Nous ne savons absolument rien de cette guerre car nous sommes victimes de ce conflit à cause des richesses que regorgent nos entités. » **[Participants, FGD, hommes, Nizi]**

« A Djugu, ce n'est pas le mépris qui est à la base du manque de la vision collective et concrètes de la paix à long termes mais d'autres agendas cachés des communautés. » **[Participants, FGD, Jeunes garçons, Nizi]**

Pour mitiger ces risques les participants aux focus groupes pensent ce qui suit :

« Personnellement, je pense que si on intensifie les initiatives des dialogues dans notre territoire, nous aboutirons à la paix. » **[Participant, FGD, Jeunes garçons, Nyamusasi/Tchomia]**

3.2. Les défis du projet pouvant empêcher le projet d'atteindre ses objectifs

Selon les personnes interrogées l'interruption ou le manque de moyens financiers constituent un défis pour l'organisation des dialogues communautaires et intercommunautaires ainsi que des réunions communautaires.

« A mon avis, l'organisation des cadres d'échange demande aussi le moyen financier ; au niveau du territoire c'est vraiment difficile parce que le territoire est une entité déconcentrée et sans aucune recette, mais on se débrouille avec des moyens de bords. » **[Participant, KII, Administrateur du Territoire, Djugu].**

Qu'est-ce qui pourrait empêcher au projet d'atteindre ses objectifs ? Comment pouvons-nous nous assurer de mieux gérer ces problèmes pour assurer une bonne mise en œuvre du projet ?

Les participants à l'étude pensent que la gestion efficace des problèmes relatifs à l'implémentation du projet serait d'impliquer et consulter toutes les parties prenantes au conflit (les élites dirigeantes, les femmes et les jeunes).

« Selon moi, je pense que la première chose à faire, c'est de créer un marché officiel ; faire des sensibilisations des masses ; construire d'une structure sanitaire communautaire au

nom de la paix ; et organiser des sensibilisations par les médias. » [Participant, FGD, Femmes, Nizi]

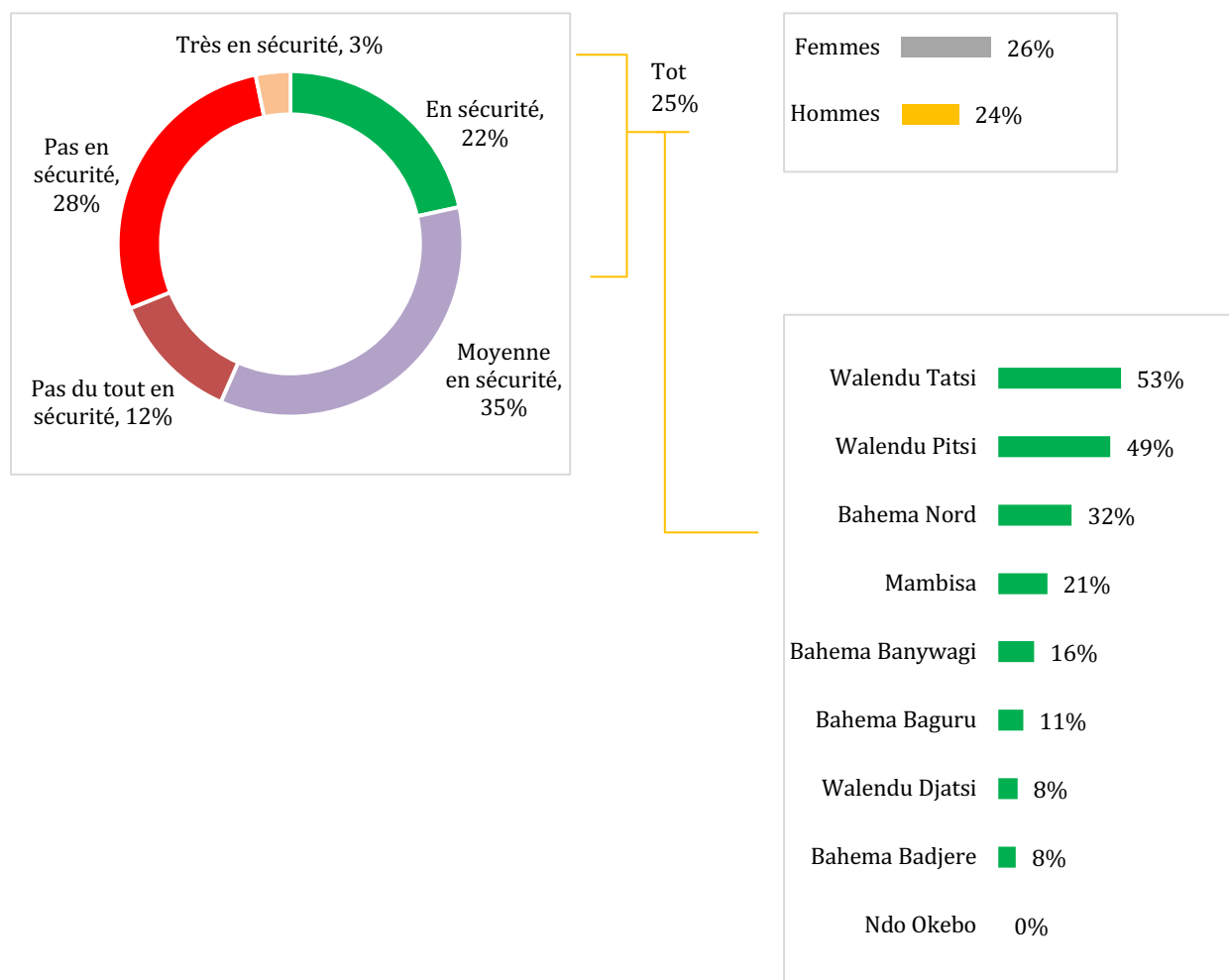
« Je constate que la guerre ne peut pas donner la paix sauf le dialogue mais celui-ci doit être sincère. Le manque de dialogue fait qu'il y ait une perte de confiance, c'est pourquoi nous pouvons commencer à sensibiliser les membres de nos communautés avec des messages de paix en vue de faciliter l'Etat à bien assurer sa mission. » [Participant, FGD, Hommes, Nizi]

Selon les participants à l'étude, la gestion efficace des problèmes passe par la redynamisation des cadres d'échanges existants et la création d'autres structures de paix dans les zones où les besoins ont été identifiés.

« Je suppose que le dialogue doit impliquer toutes les couches touchées par le conflit ; faire un dialogue franc et sincère ; occuper les jeunes car c'est eux qui sont souvent facilement manipulés ; redynamiser les cadres d'échanges en vue de parler chaque fois sur la gestion et la transformation de conflits. » [Participant, KII, STAREC, Bunia]

Autres Analyses

Figure 1 : Sentiment de sécurité

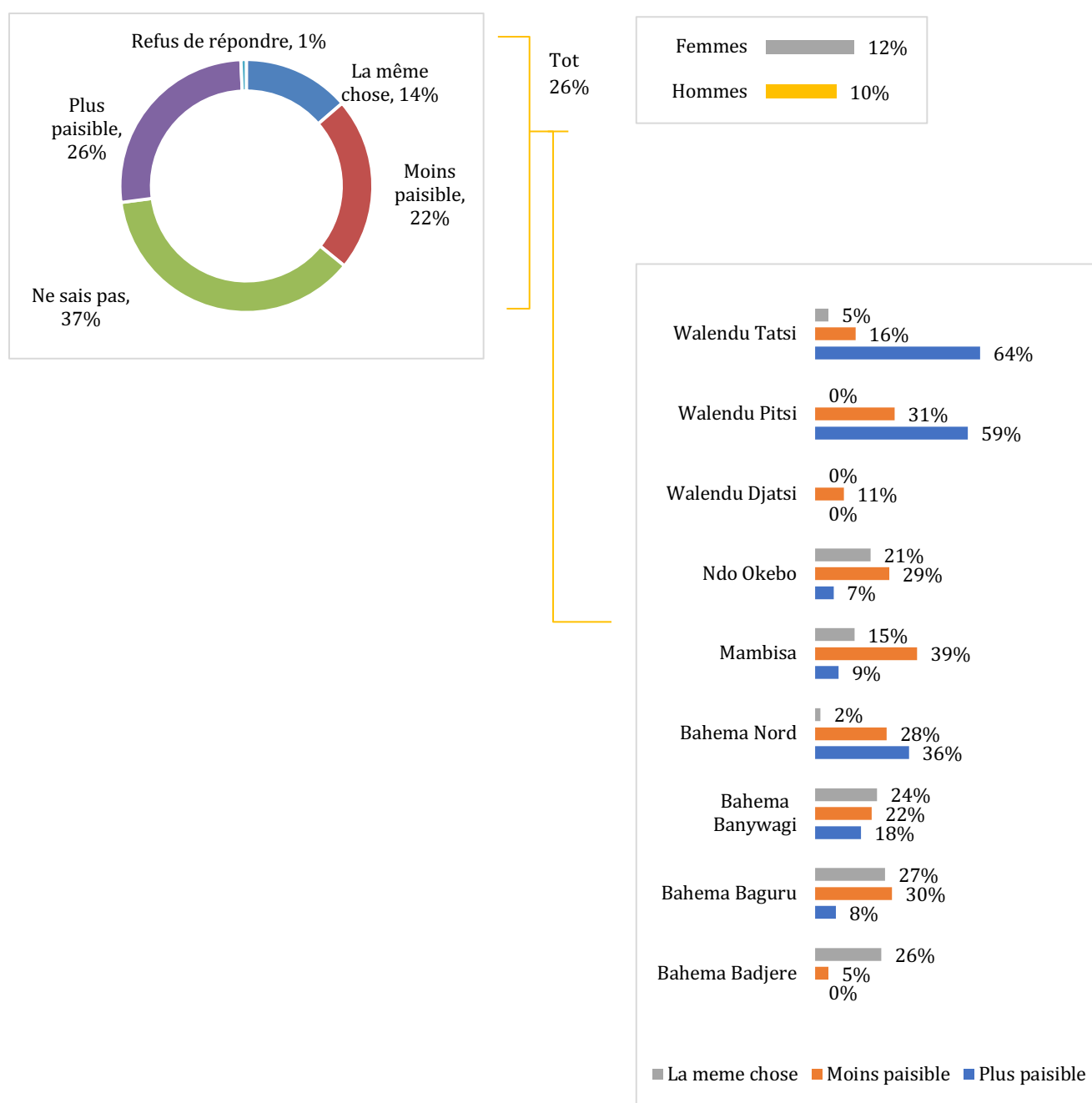


Le graphique ci-dessus présente le sentiment de sécurité des personnes interrogées. Les personnes très en sécurité (3%), en sécurité (22%), moyennement en sécurité (35%), pas en sécurité (28%), pas du tout en sécurité (12%).

Au total, 25% se sentent en sécurité lorsque qu'elles mènent leurs activités quotidiennes comme aller à au champ, au travail ou chercher de l'eau et du bois de chauffe. Les femmes occupent 26% de l'ensemble des répondants alors les hommes ne représentent que 24%. Les personnes enquêtées (53%) dans Walendu Tatsi sont les plus sécurité.

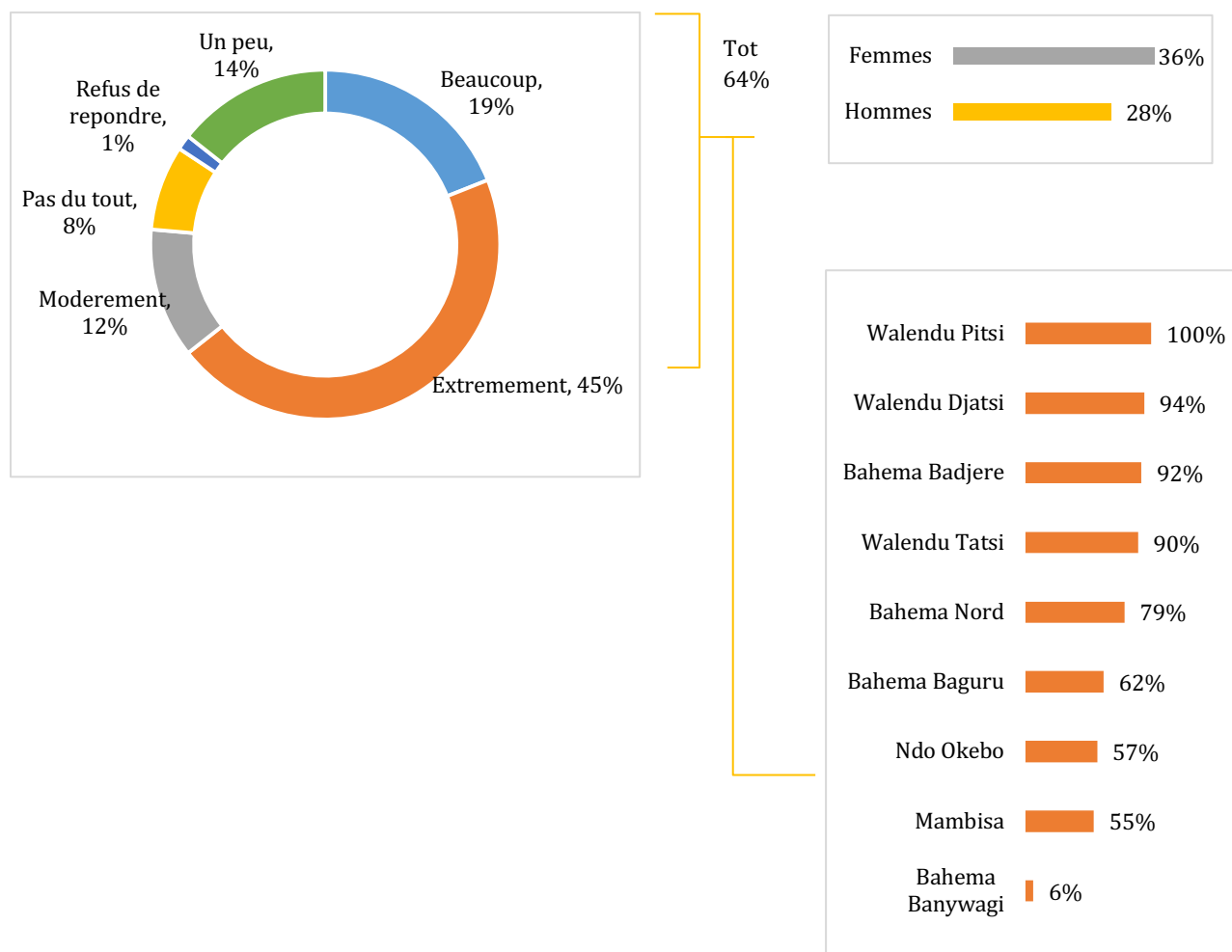
Le sentiment accru de sécurité de la population cible est l'un des facteurs clés pour améliorer la confiance des communautés envers les services de sécurités et d'autres institutions étatiques et pourrait avoir des répercutions positive sur l'approche du projet en facilitant la mise en œuvre du projet.

Figure 2 : Perception des populations sur la paix dans un an



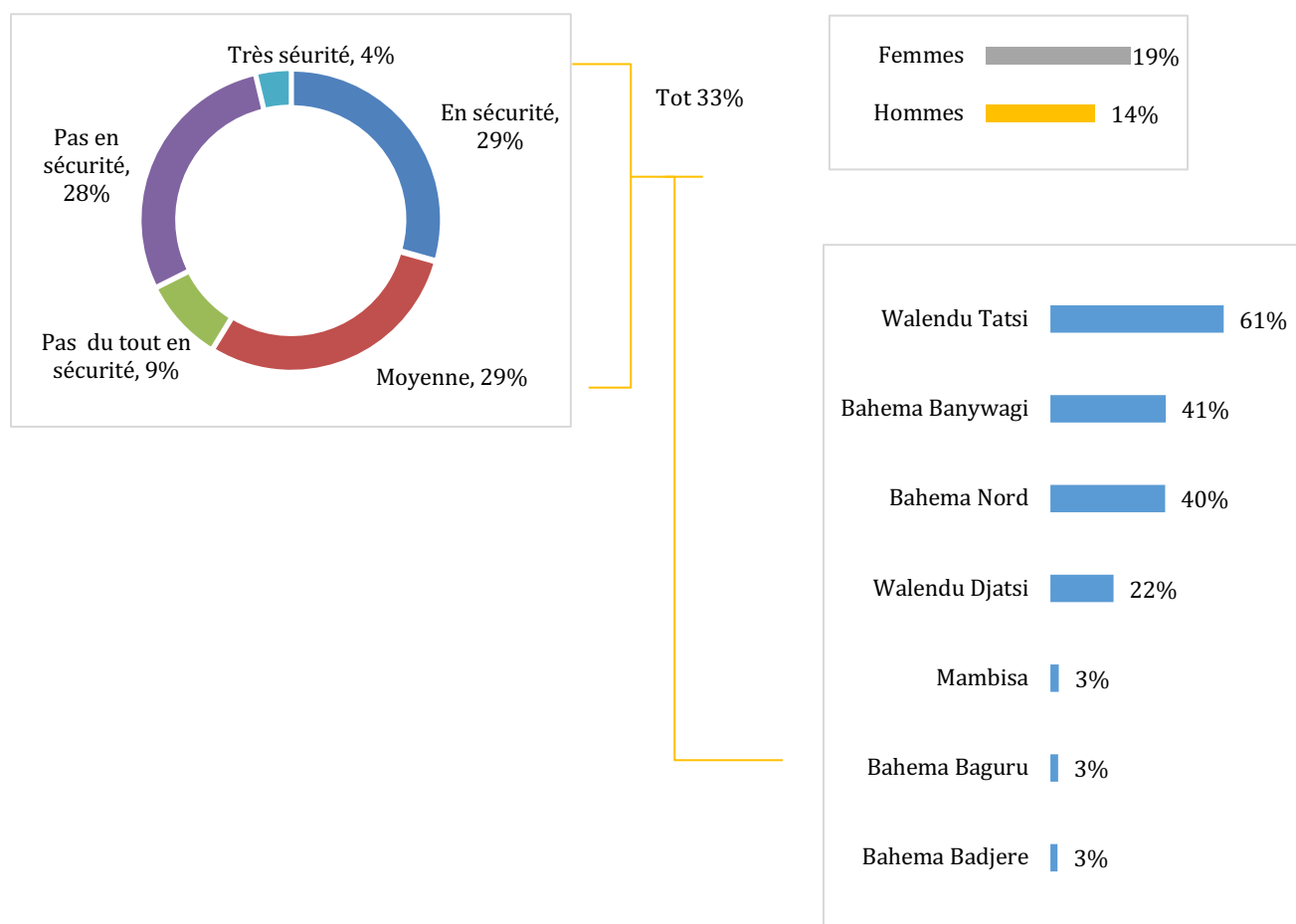
Selon les résultats ci-dessus, 26% des personnes enquêtées pensent que dans le futur leur quartier / village sera plus paisible, 22% moins paisible, 26% pensent que la situation sera la même dans un an, et 37% n'ont pas de perspective de paix dans un an dans leur milieu. La mise en œuvre effective de la théorie du changement du projet Pamoja et la synergie avec d'autres partenaires étatiques et non étatiques pour mener des initiatives concrètes pour transformer le conflit pourrait la perception des communautés ciblées.

Figure 3 : Perception des populations sur les projets de consolidation de paix à Djugu



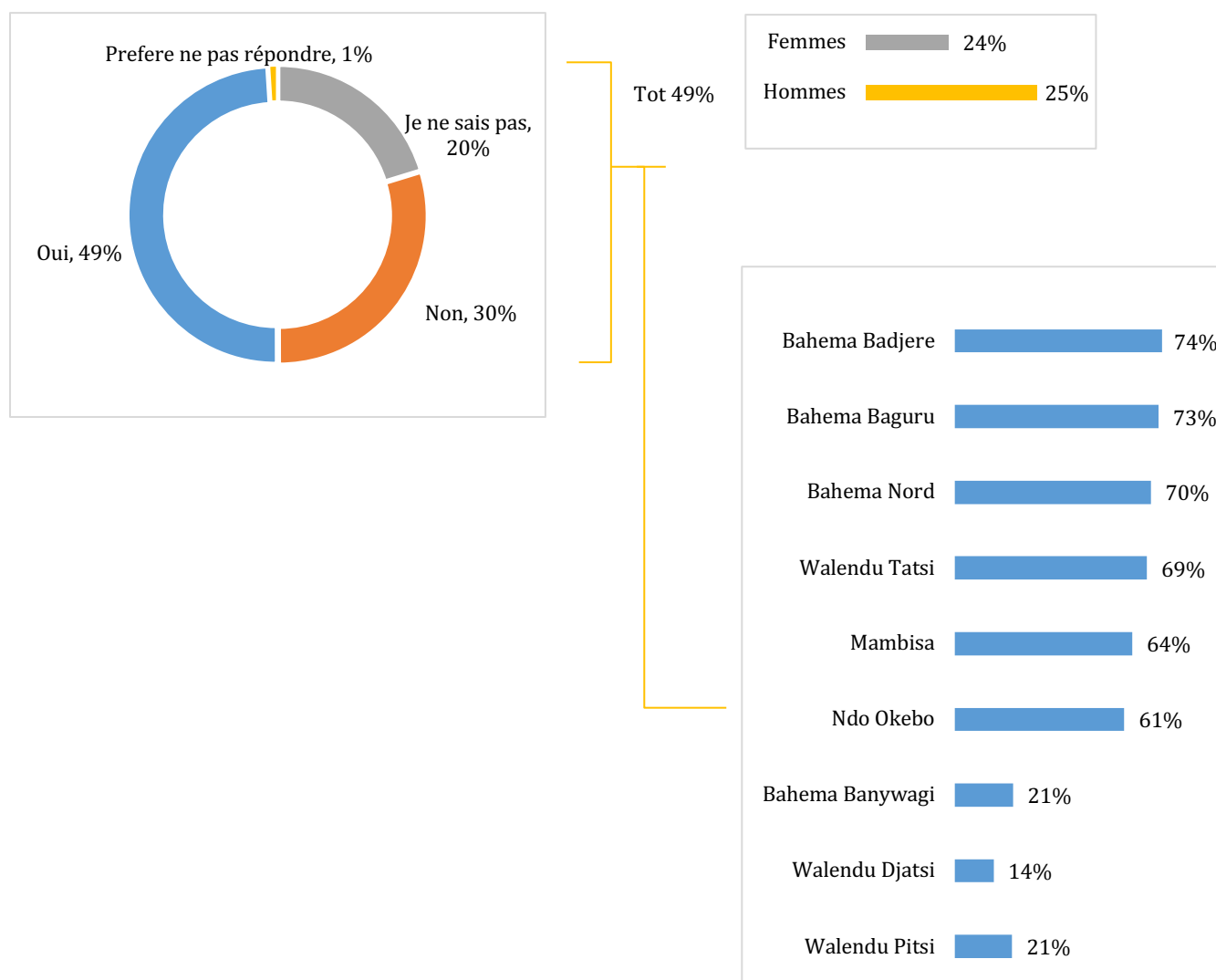
Au regard des graphique ci-haut, 64% des populations interrogées pensent que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants dans le territoire de Djugu. Néanmoins, 12% sont modérées, 8% sont sceptiques et 1% ne s'est pas prononcé à ce sujet. 36% des femmes interrogées pensent que les projets de consolidation de paix sont importants car elles adressent leurs préoccupations contre 28% des hommes. Les secteurs / chefferies suivantes sont plus favorable aux projets de consolidation de la paix : Walendu Pitsi (100%), Walendu Djatsi (94%), Bahema Badjere (92%), Bahema Tatsi (90%), Bahema Nord (79%).

Figure 4 : Niveau de sécurité vis –à –vis des membres d'autre groupe ethnique



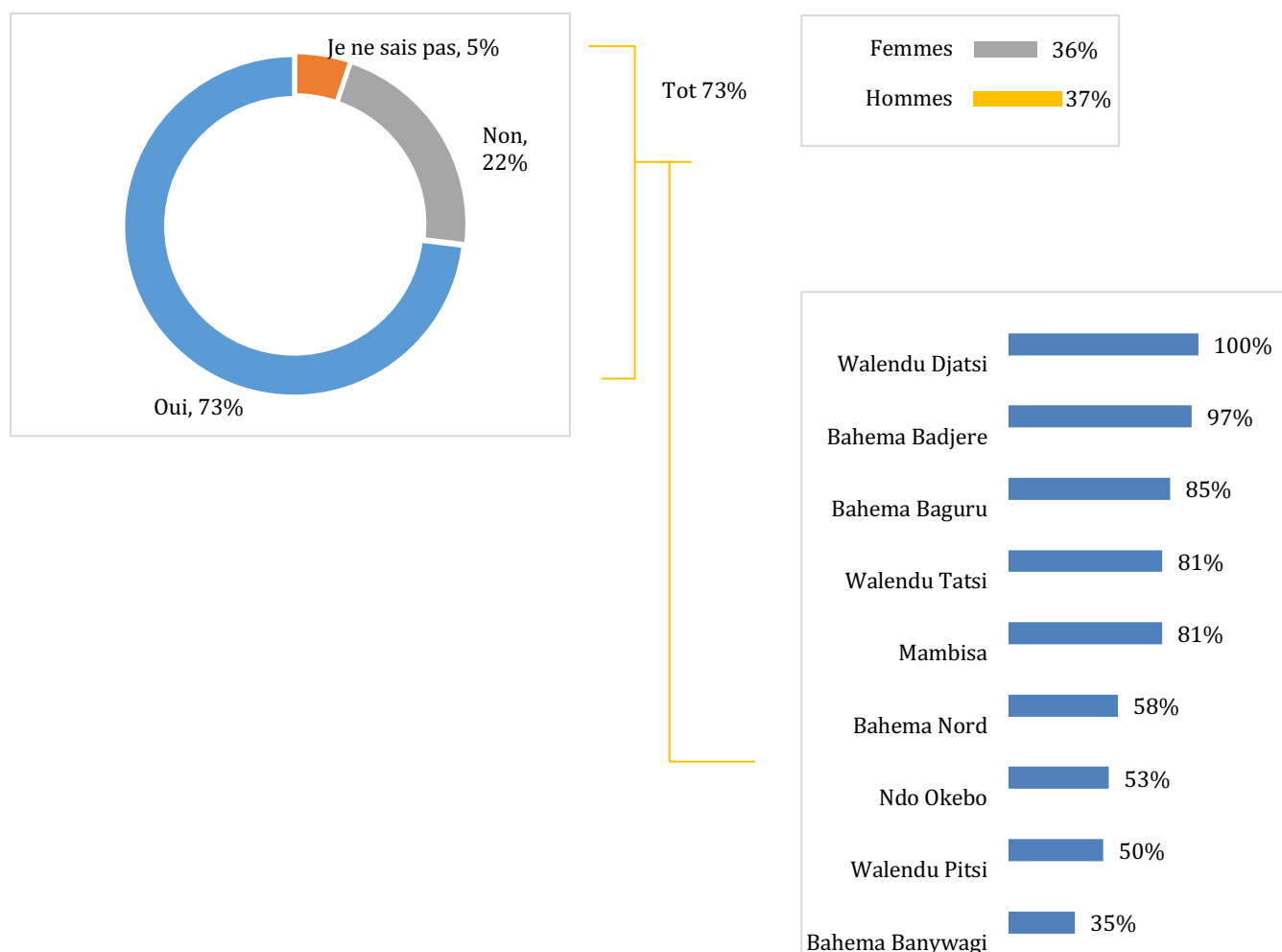
En général, le sentiment de sécurité des membres d'une communauté envers ceux d'un autre groupe ethnique est négatif. Les membres des communautés des chefferies de Mabissa, Bahema Baguru, Bahema Badjere, Walendu Djatsi ont un niveau très bas de sentiment de sécurité lorsqu'ils rencontrent un autre membre d'une autre communauté. Ainsi, les activités de dialogues communautaires et intercommunautaires et d'autres initiatives innovantes s'avèrent indispensable pour améliorer la cohésion sociale et la transformation pacifique de conflit.

Figure 5 : Cycle de violence récurrente en Ituri



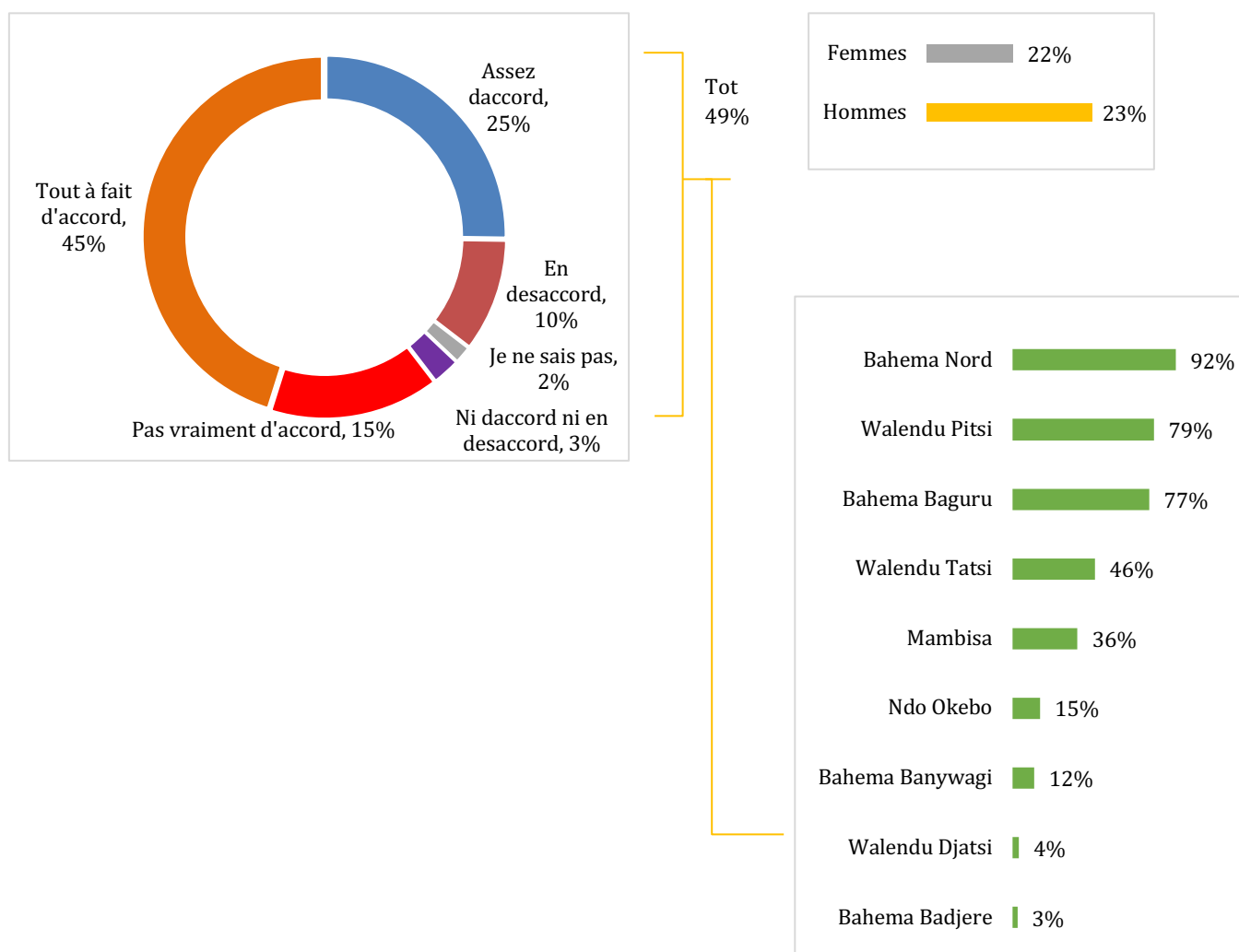
Au cours de la collecte des données, les participants ont affirmé qu'il y a des discordes dans le territoire de Djugu qui peuvent se transformer en épisodes de violences. Les graphiques ci-dessous présentent l'existence des discordes à 49%, ceux qui ne pensent pas que ceux-ci ne peuvent pas tourner au cycle de violence sont à 30%. La proportion de personnes enquêtées qui ne se sont pas prononcées est de 21%. Les résultats ci-haut laissent croire que les discordes liées à la terre et aux ressources naturelles perçus dans les communautés ciblées par le projet peuvent se transformer en épisodes de violence.

Figure 6 : implication des communautés dans ces cycles de violence



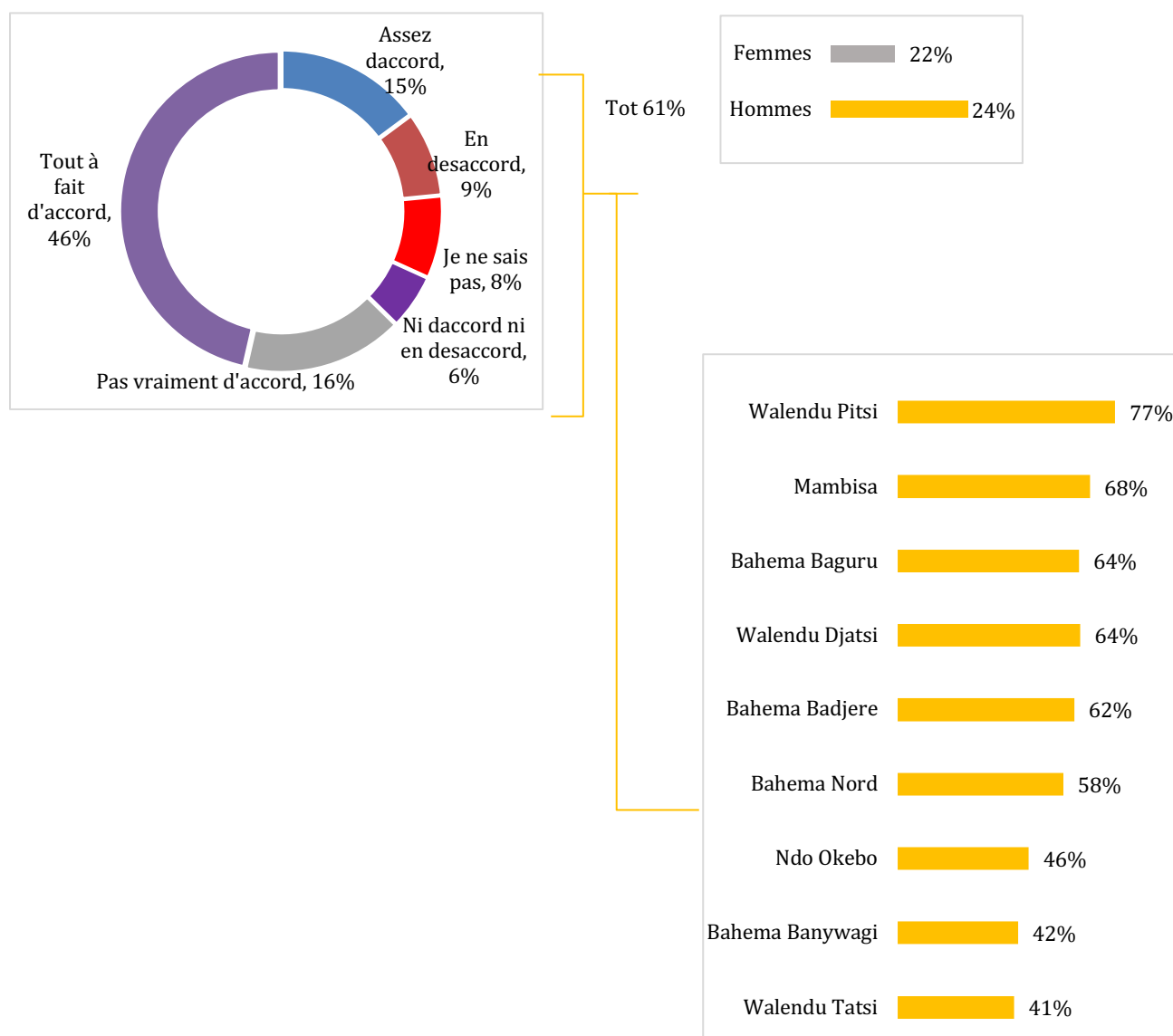
Il ressort de l'analyse des graphiques ci-dessus que 73% participants à l'étude reconnaissent les épisodes de violence impliquent leurs communautés, 22% ont nié et 5% ne se sont pas prononcés. De ce qui précède, il ressort que les tensions sont créées par des tiers qui ne font pas partie des communautés ciblées par le projet et que ceux-ci présente un risque élevé pour l'atteinte des objectifs du projet en entachant la cohésion sociale et peuvent constituer un frein aux processus de résolution et de transformation de conflit entre les communautés. Impliquer les tiers dans les activités des dialogues communautaires et intercommunautaires serait une des pistes de solutions pour atténuer l'influence négative des tiers sur leurs communautés et de faire d'eux des agents de changement.

Figure 7 : Cohabitation pacifique entre communautés



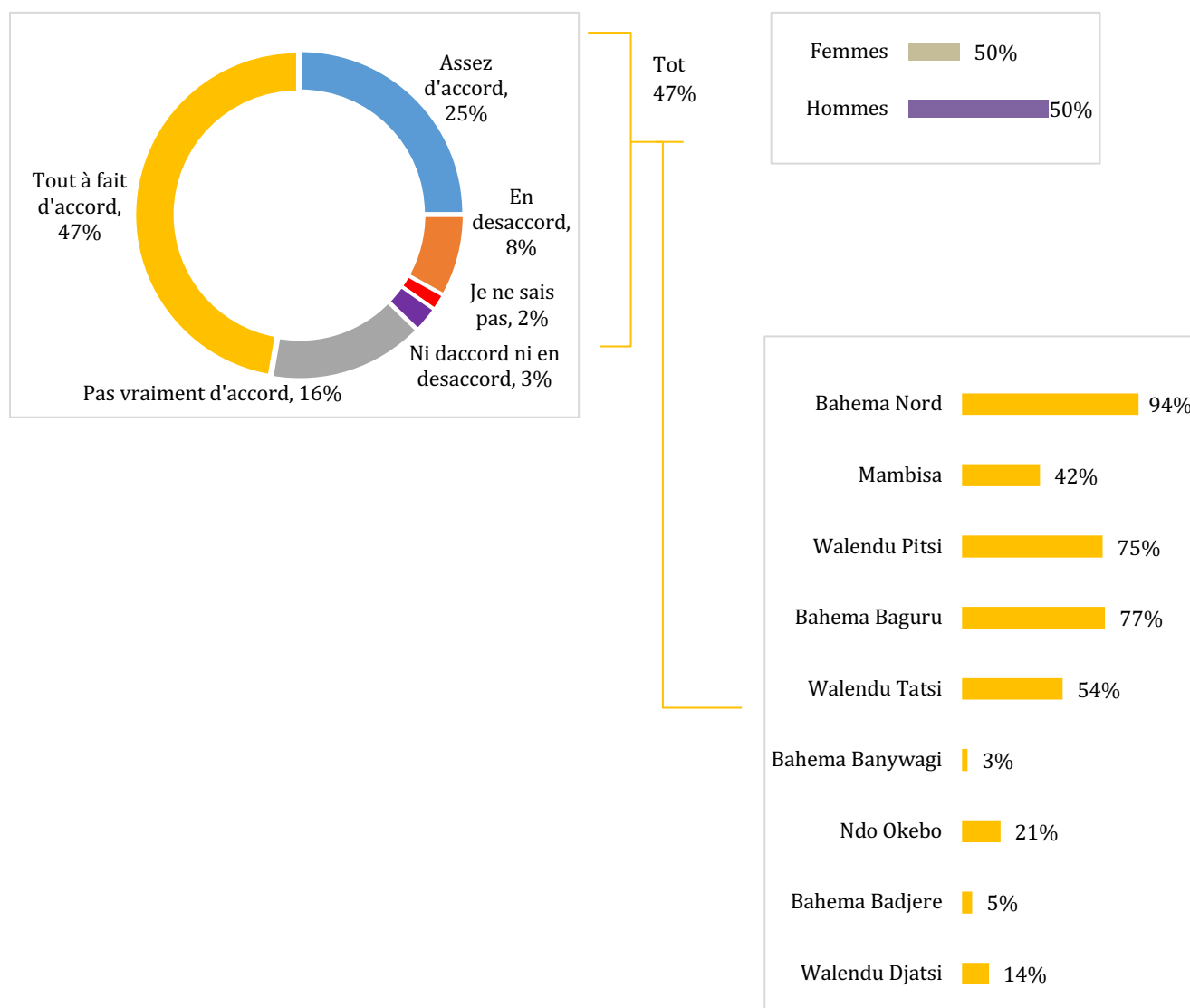
Les graphiques ci-hauts montrent que 45% de personnes interrogées sont d'accord que les membres de leurs communautés font confiance à l'autre communauté, 25% sont assez d'accord, 3% ne sont ni d'accord ni en désaccord, 25% sont en désaccord et 2% ne se sont pas prononcés. Les femmes qui font confiance à une autre communauté occupent 22% contre 23% des hommes. Les secteurs /chefferies suivants sont tout à fait d'accord que les membres de ma communauté, font confiance à l'autre communauté, Bahema Nord (92%), Walendu Pitsi (79%) et Bahema Baguru (77%).

Figure 8 : Principaux acteurs des conflits autres que les membres de communautés ciblées



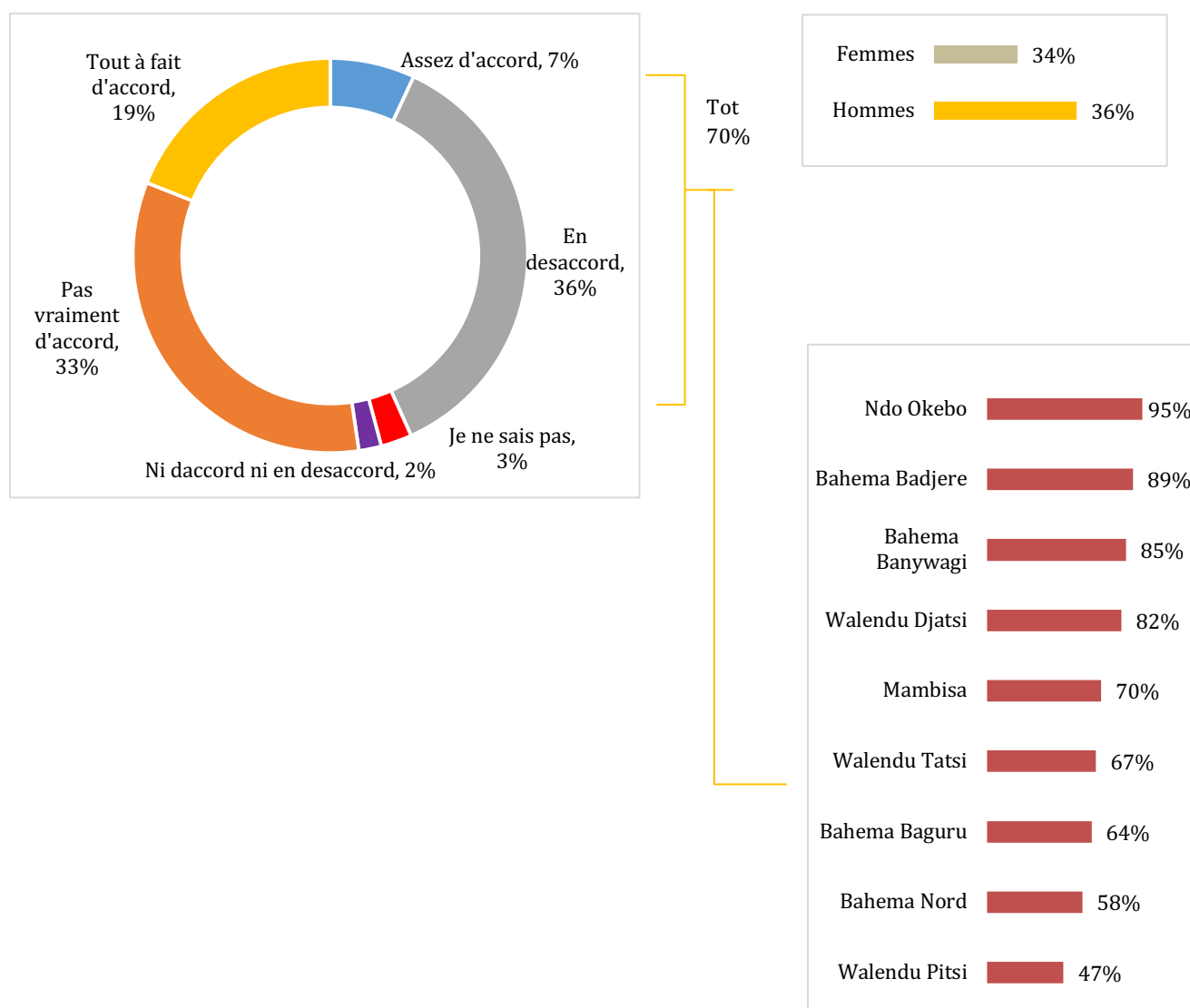
De l'analyse de ces graphiques, il sied de noter que 61% des personnes interrogées pensent que les tensions sont créées par des tiers qui ne font pas partie de leur communauté, 25% sont en désaccord, 6% ne sont ni d'accord ni en désaccord et 8% ne se sont pas prononcé. Il ressort que 22% des femmes enquêtées ont déclaré que les acteurs principaux de ces conflits sont des tiers qui ne sont pas leurs communautés contre 24% des hommes interrogés. Les personnes enquêtées de ces chefferies ci-après ont été confirmées cette déclaration : Walendu Pitsi (77%), Mambisa (68%), Bahema Baguru (64%), Walendu (64%), Bahema Badjere (62%), Bahema Nord (58%), Ndo Okebo (46%), Bahema Banywagi (42%), Walendu Tatsi (41%).

Figure 9 : Cohésion sociale effective



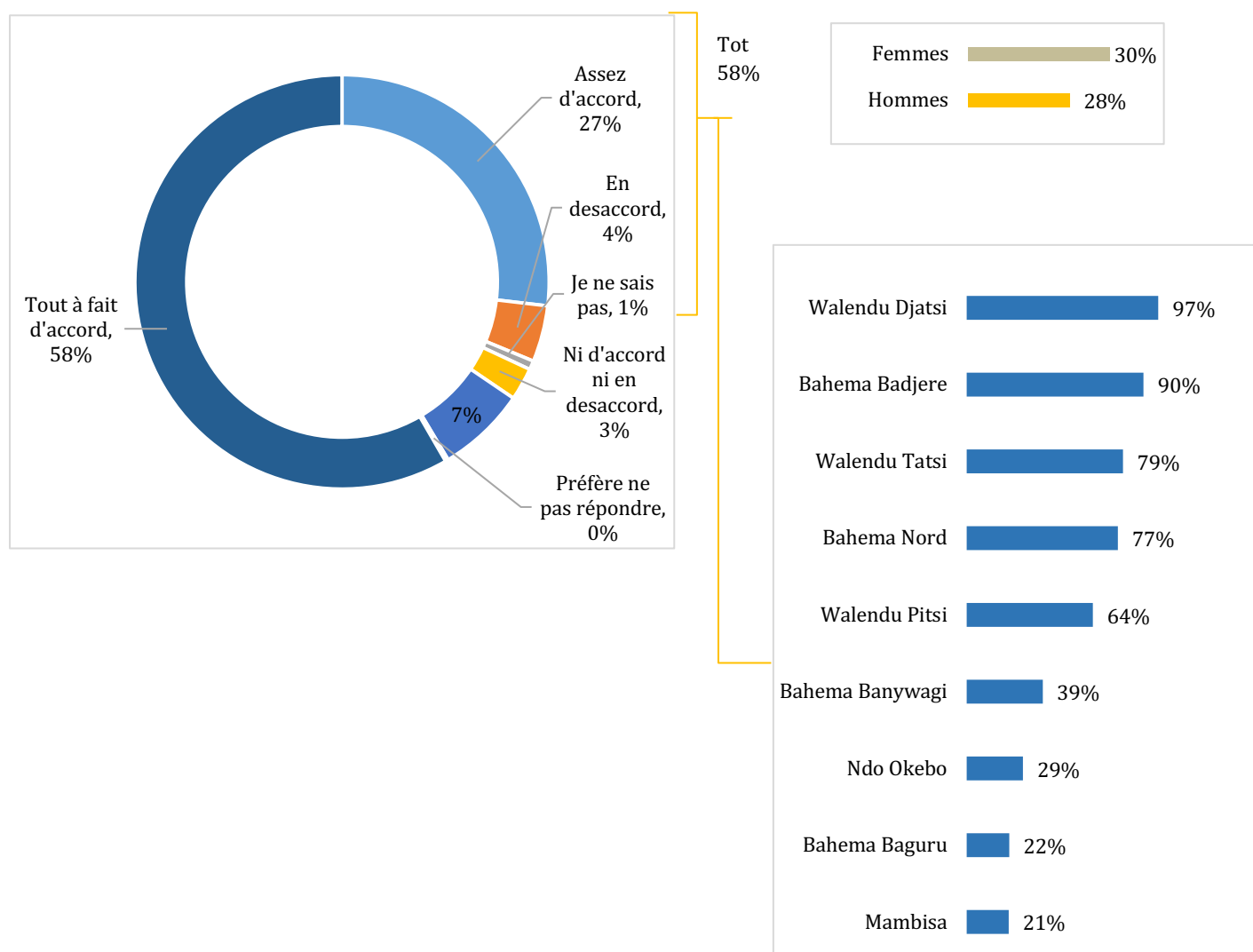
47% de personnes enquêtées pensent que la relation avec les autres communautés est globalement positive, 25% sont assez d'accord, 24% ne sont pas désaccord et 2 % sont ni d'accord ni en désaccord. Au regard des résultats ci-dessous, il sied de noter que le niveau de cohésion sociale reste faible dans les communautés de Bahema Banywagi, No Okebo, Bahema Badjere et Walendu Djatsi. Ainsi, l'objectif deux de cette étude vaut son pesant d'or dans la mesure où la pertinence de l'approche Search focalisée sur sa théorie du changement trouve sa place dans ces communautés et consolide les acquis dans les autres communautés dans lesquelles le niveau de cohésion paraît élevé. Des échanges d'expérience entre les leaders locaux serait souhaitables.

Figure 10 : Perception sur les moyens de résolution des conflits



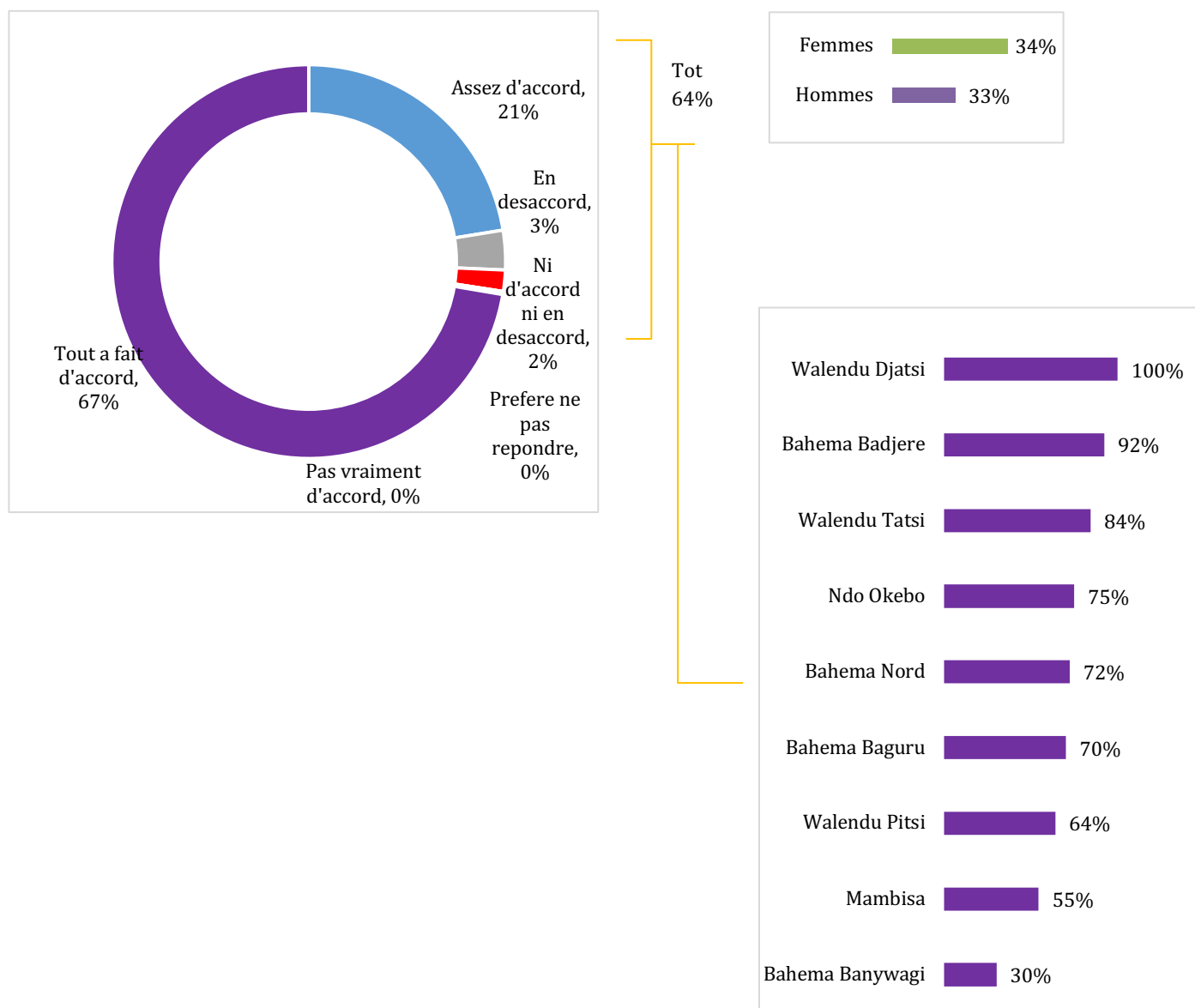
L'analyse des graphiques ci-dessous révèle que 26% de participants à l'étude pensent que la violence est un bon moyen ou modèle pour résoudre les conflits qui opposent des communautés contre 69% qui sont contre cette déclaration. Cependant, 70% de personnes interrogées pensent que la violence soit un bon modèle pour résoudre les conflits. Ce qui est un bon point de départ pour le projet Pamoja Kwa Djugu en vue de poser des socles de cohésion sociale pour une paix durable. Ainsi, il est important d'identifier les personnes ressources dans chaque communauté par catégorie sociale (jeunes, femmes et hommes) pour améliorer la cohésion sociale avec les membres des autres communautés et transformer pacifiquement le conflit.

Figure 11 : Cohésion sociale effective



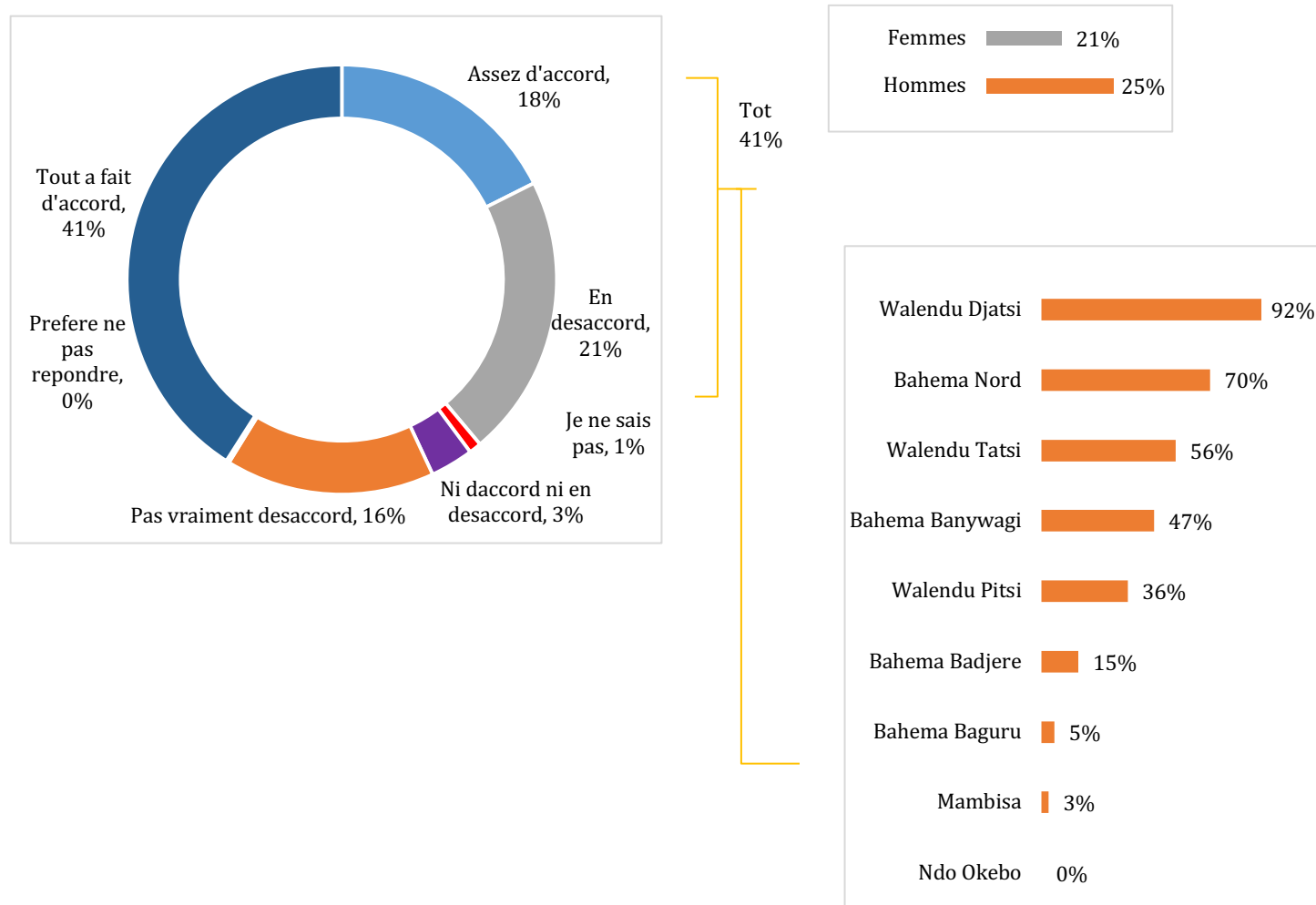
L'analyse des graphiques ci-dessous révèle que 58% des participants à l'étude pensent que la cohabitation et collaboration avec les autres communautés est un moyen ou modèle pour résoudre les conflits qui opposent des communautés contre 42% qui sont contre cette déclaration.

Figure 12. Les institutions étatiques comme Acteurs clés pour la cohésion sociale au sein des communautés



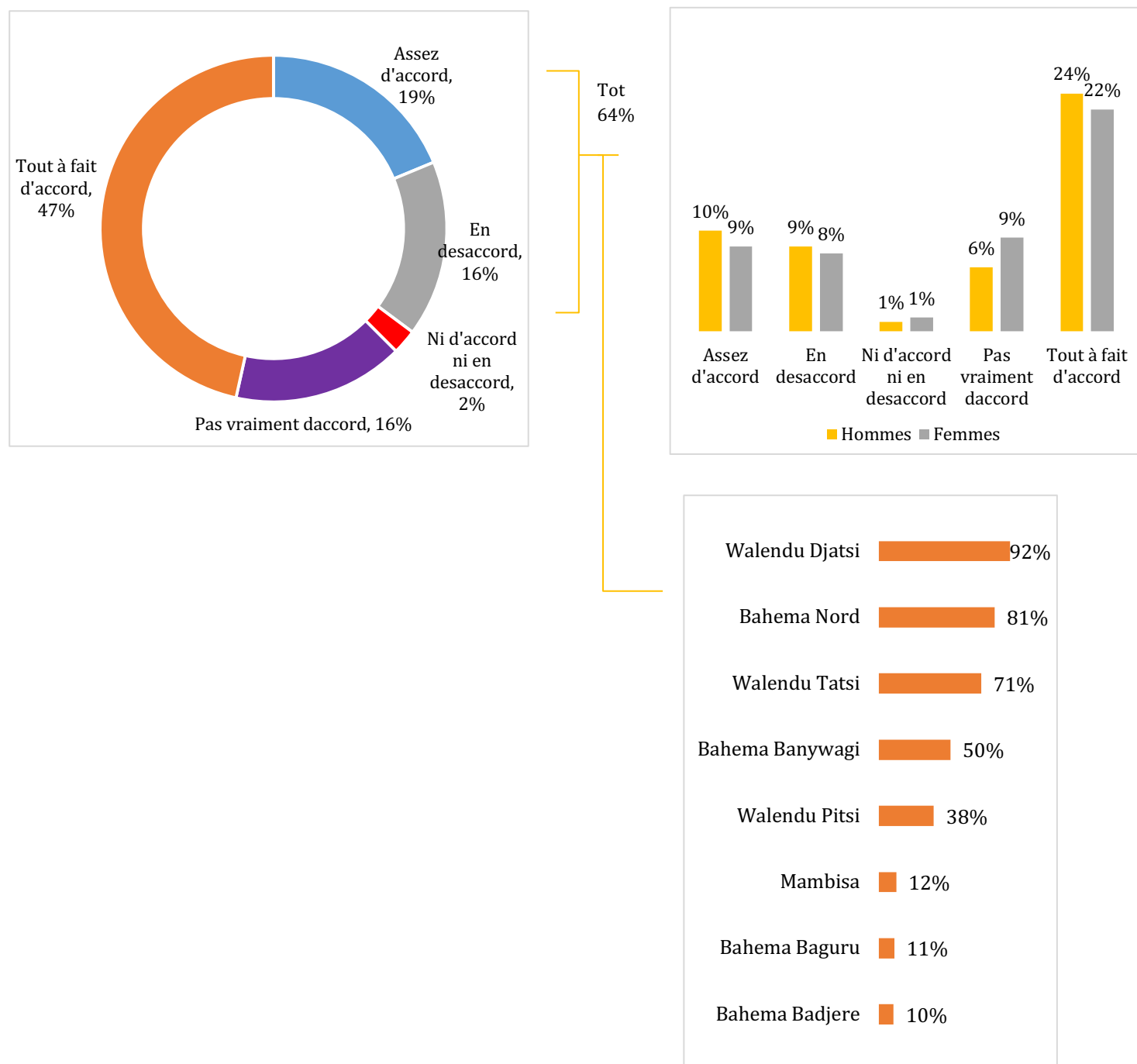
Il ressort de ce figure 12 ci-dessous que 67% des participants de cette étude considèrent que les institutions étatiques constituent des acteurs clés pour résoudre les conflits et renforcer la cohésion sociale au sein de la communauté contre 33% qui pensent le contraire de cette allégation.

Figure 13. Inclusion



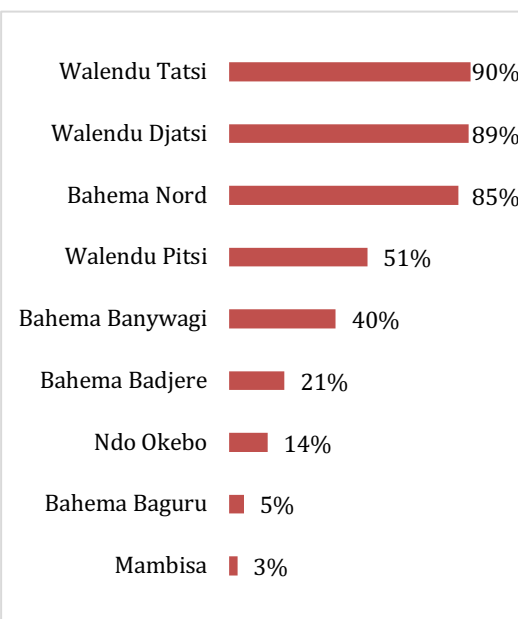
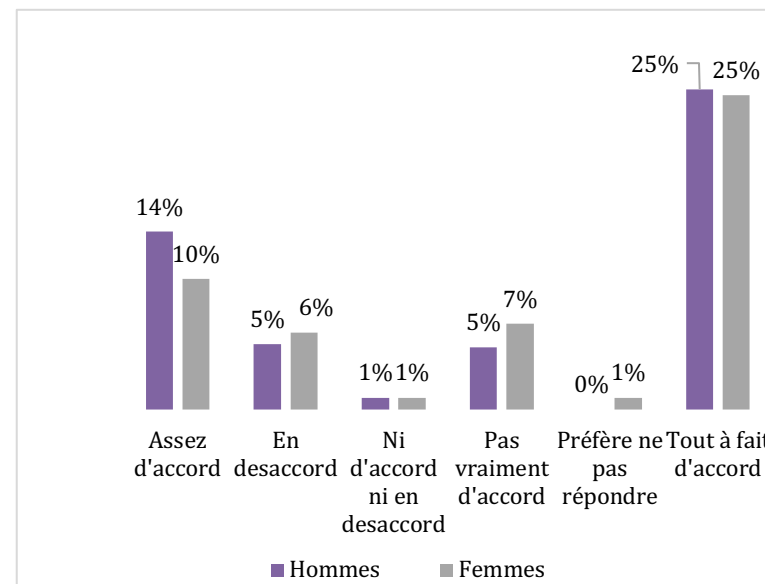
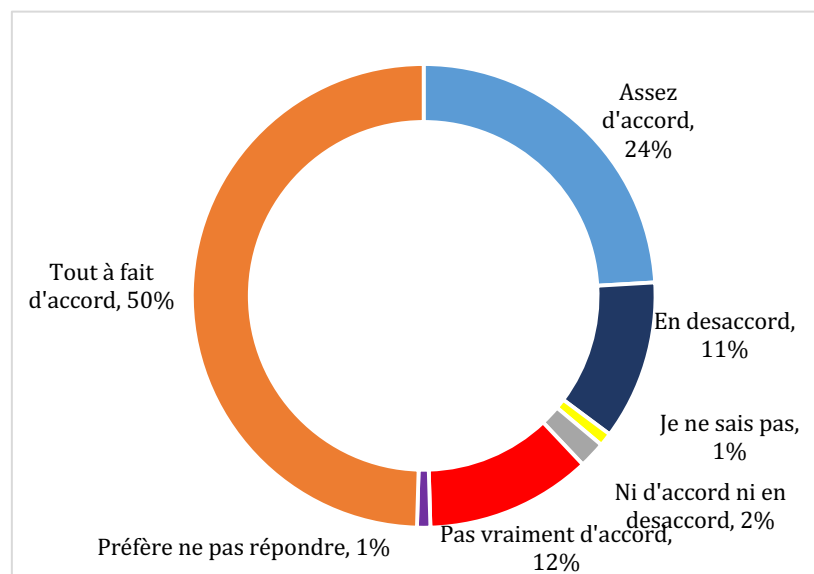
41% des membres des communautés enquêtées affirment que les mariages intercommunautaires constituent un moyen de prévention des conflits intercommunautaires pour renforcer la cohésion sociale et améliorer l'intégration sociale dans les communautés contre 39% qui sont contre cette déclaration.

Figure 14. Confiance mutuelle pour la cohabitation pacifique



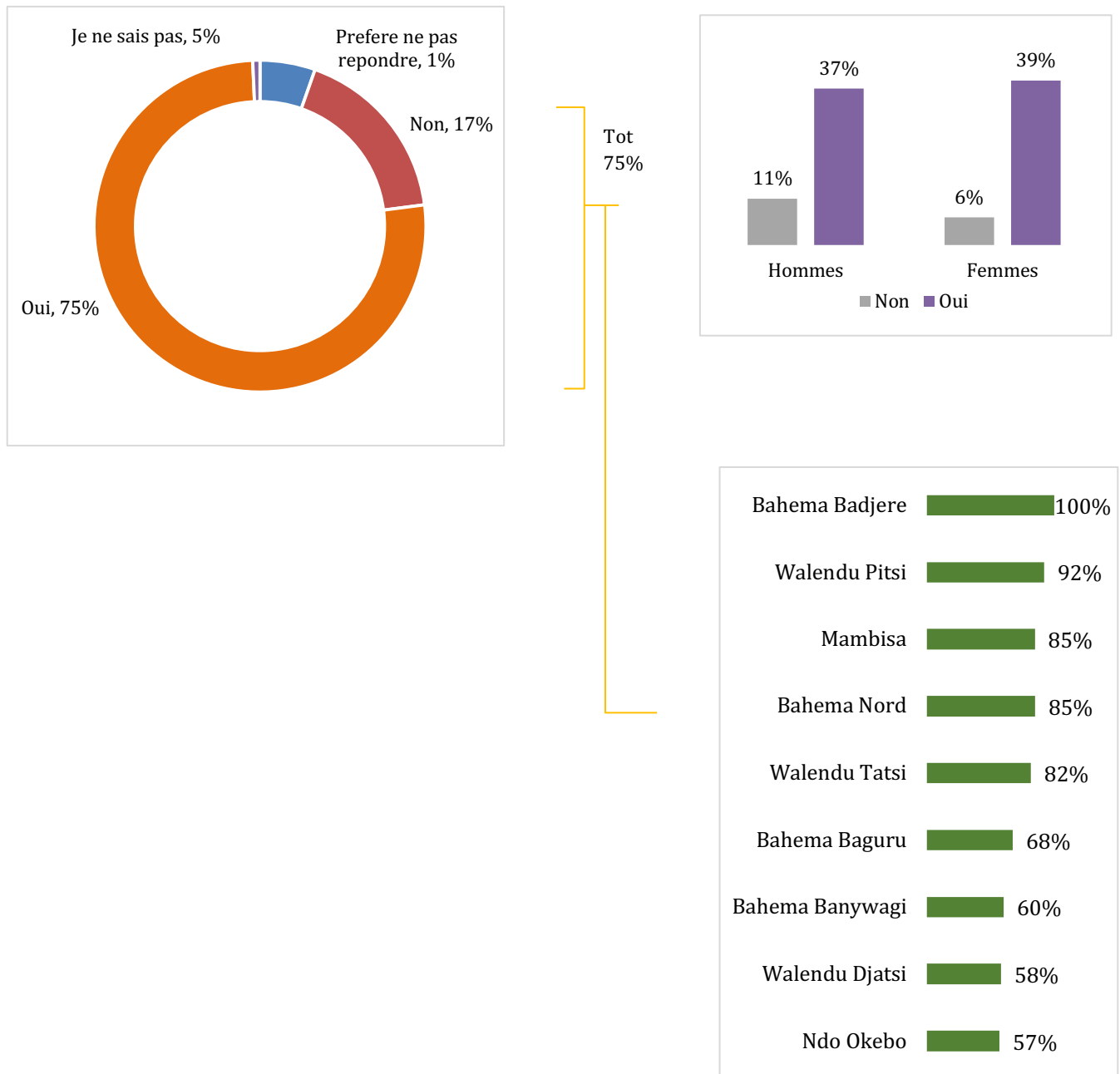
L'analyse de ce graphique montre que 47% des personnes ayant participé à l'étude pensent que cultiver la confiance mutuelle au travers de l'initiation d'une affaire avec d'autres communautés comme opportunité se présente peut améliorer la cohabitation pacifique contre 43% qui pensent que le fait d'initier un business avec un autre membre de l'autre communauté est un élément qui peut créer des conflits.

Figure 15. Cohabitation pacifique intercommunautaire



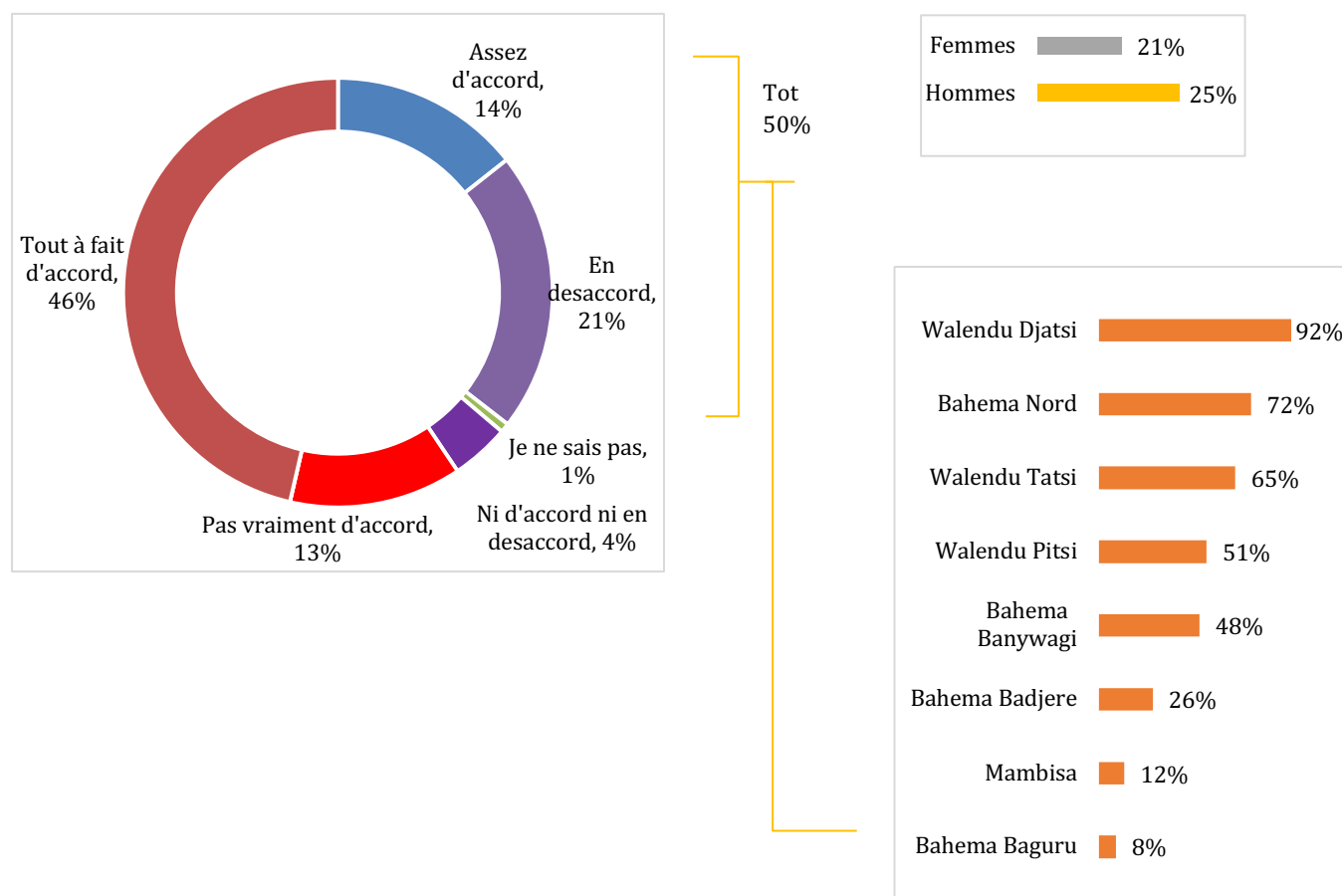
Il sied de noter que l'analyse de ce graphique ci-dessous révèle que les avis sont partagés à 50% partout entre les personnes enquêtées qui affirment que la cohabitation pacifique entre les communautés est un bon moyen pour résoudre les conflits et celles qui pensent qu'il n'en est pas le cas.

Figure 16. Cadre d'échange



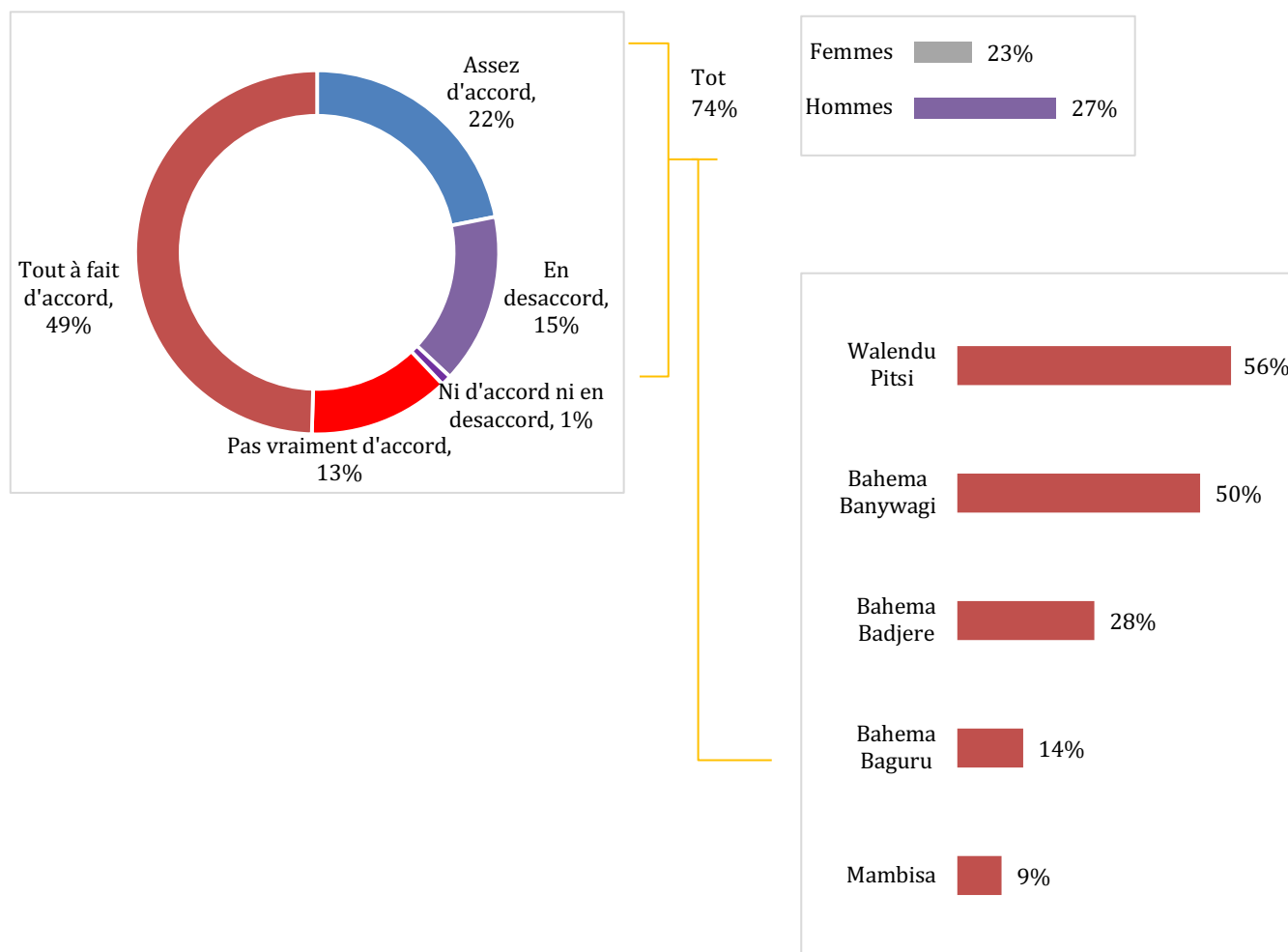
75% des personnes enquêtées affirment, d'après ce qui relève de l'analyse du graphique ci-dessous, qu'il existe dans leurs communautés un cadre d'échange auquel ils ont accès contre 25% qui nient cette affirmation.

Figure 17. Intégration sociale



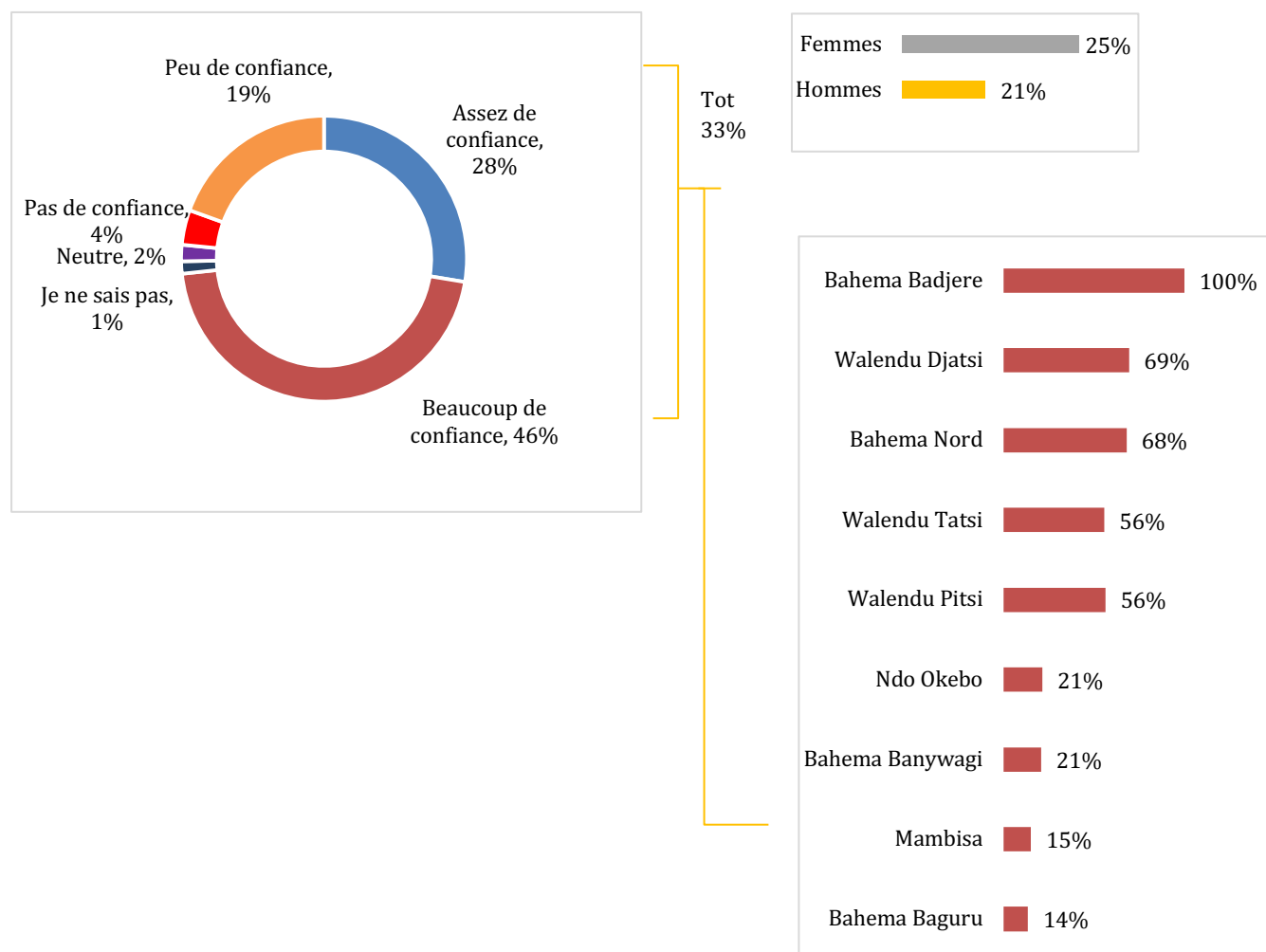
Il ressort de ce graphique ci-dessous que 46% des personnes interrogées ont affirmés être tout à fait d'accord du mariage intercommunautaire comme moyen de prévention des conflits pour renforcer l'intégration sociale et améliorer la cohabitation pacifique.

Figure 18. Confiance mutuelle pour la cohabitation pacifique



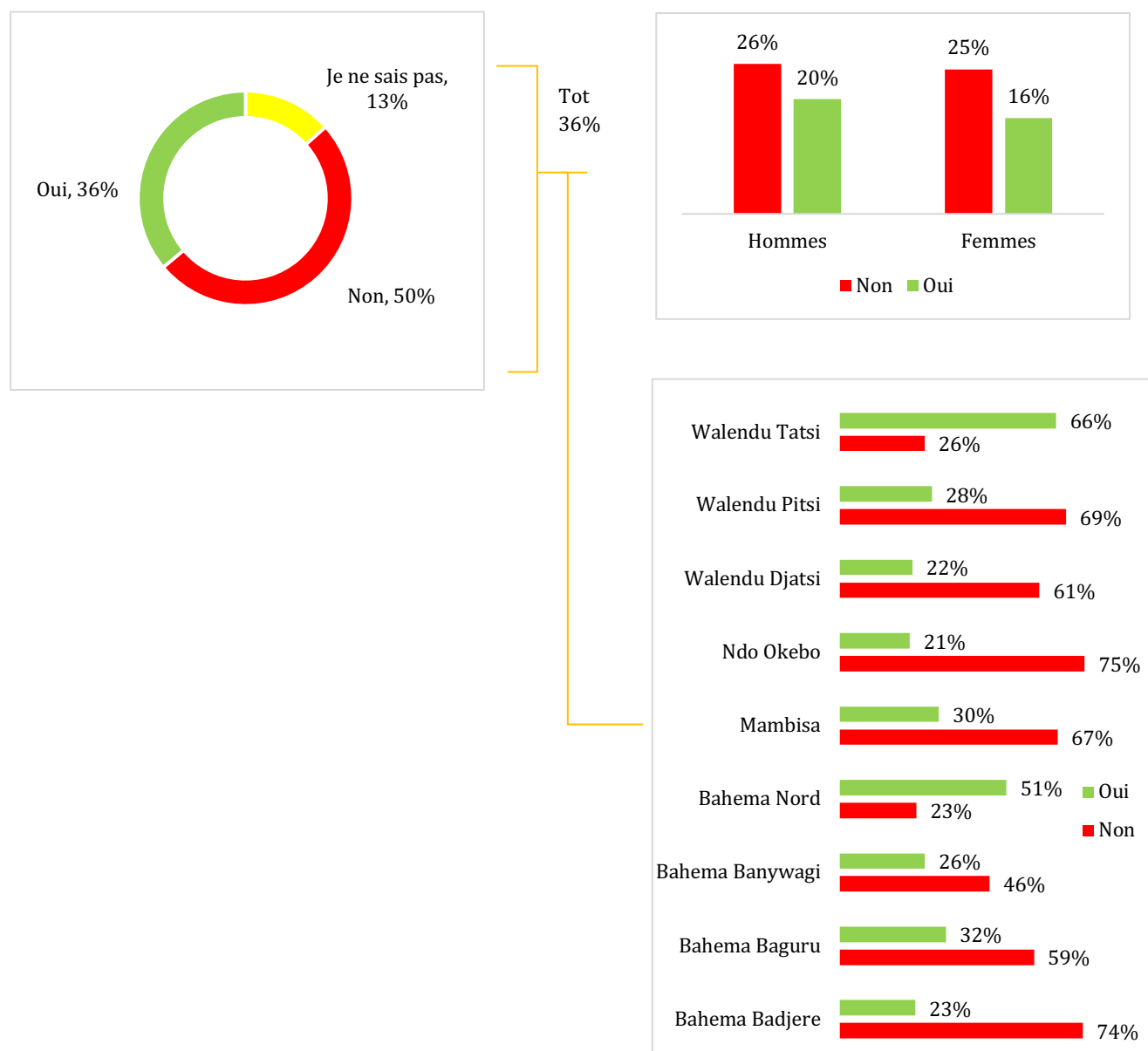
Il sied de signaler qu'au total 74% de personnes enquêtées affirment être d'accord d'initier un business avec un membre de l'autre communauté si l'opportunité se présente pour renforcer la culture de confiance mutuelle et améliorer la cohabitation pacifique.

Figure 19. Protection de la population par les autorités



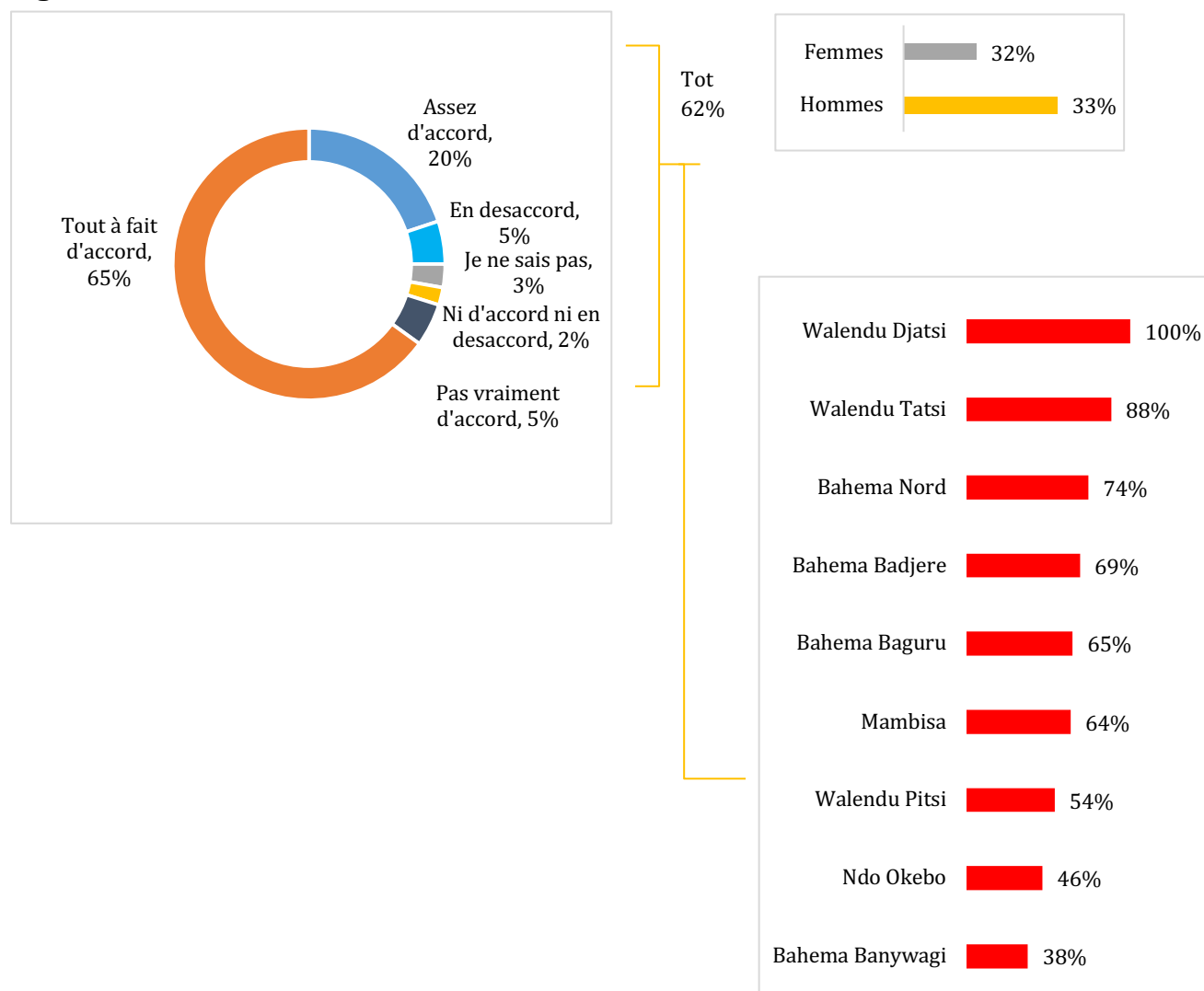
Il ressort de l'analyse de ce graphique que 46% des populations civiles interrogées dont 21% d'hommes et 25% des femmes déclarent avoir beaucoup de confiance aux autorités locales contre 54% qui ne placent pas font pas confiances aux autorités

Figure 20. Analyse multi-acteurs concernés des conflits dans un milieu



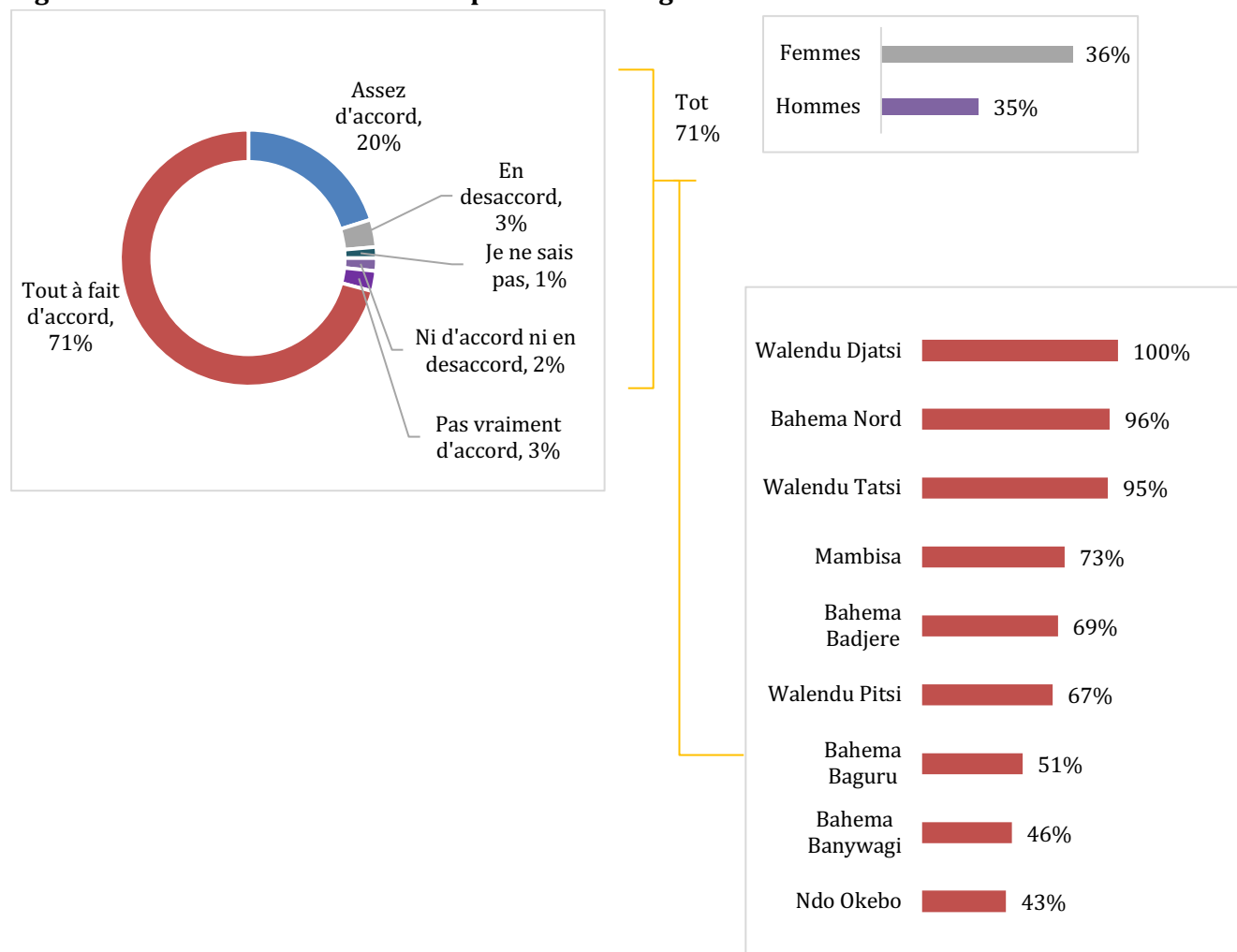
36% des personnes interrogées déclarent avoir connaissance des activités qui ont été organisés dans leur milieu dans le cadre de gestion des conflits au cours de six derniers mois contre 50% qui refusent avoir connu cette activité.

Figure 21. Genre et résolution des conflits



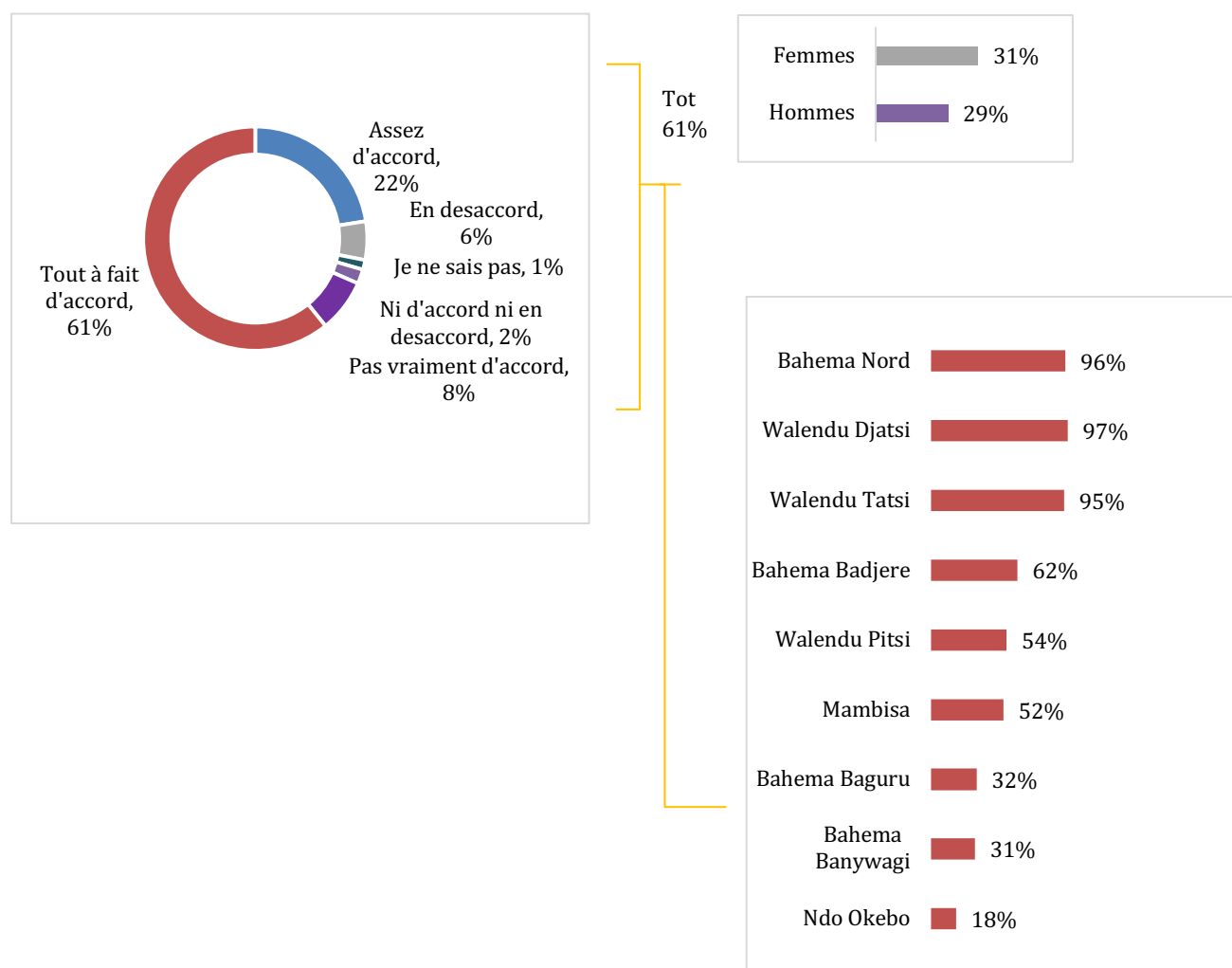
L'analyse de ce graphique révèle que 65% des personnes enquêtées déclarent que les femmes sont aussi concernées par les questions de transformation des conflits contre 35% des personnes qui réfutent cette affirmation.

Figure 22. Femme comme actrice de paix et de changement social



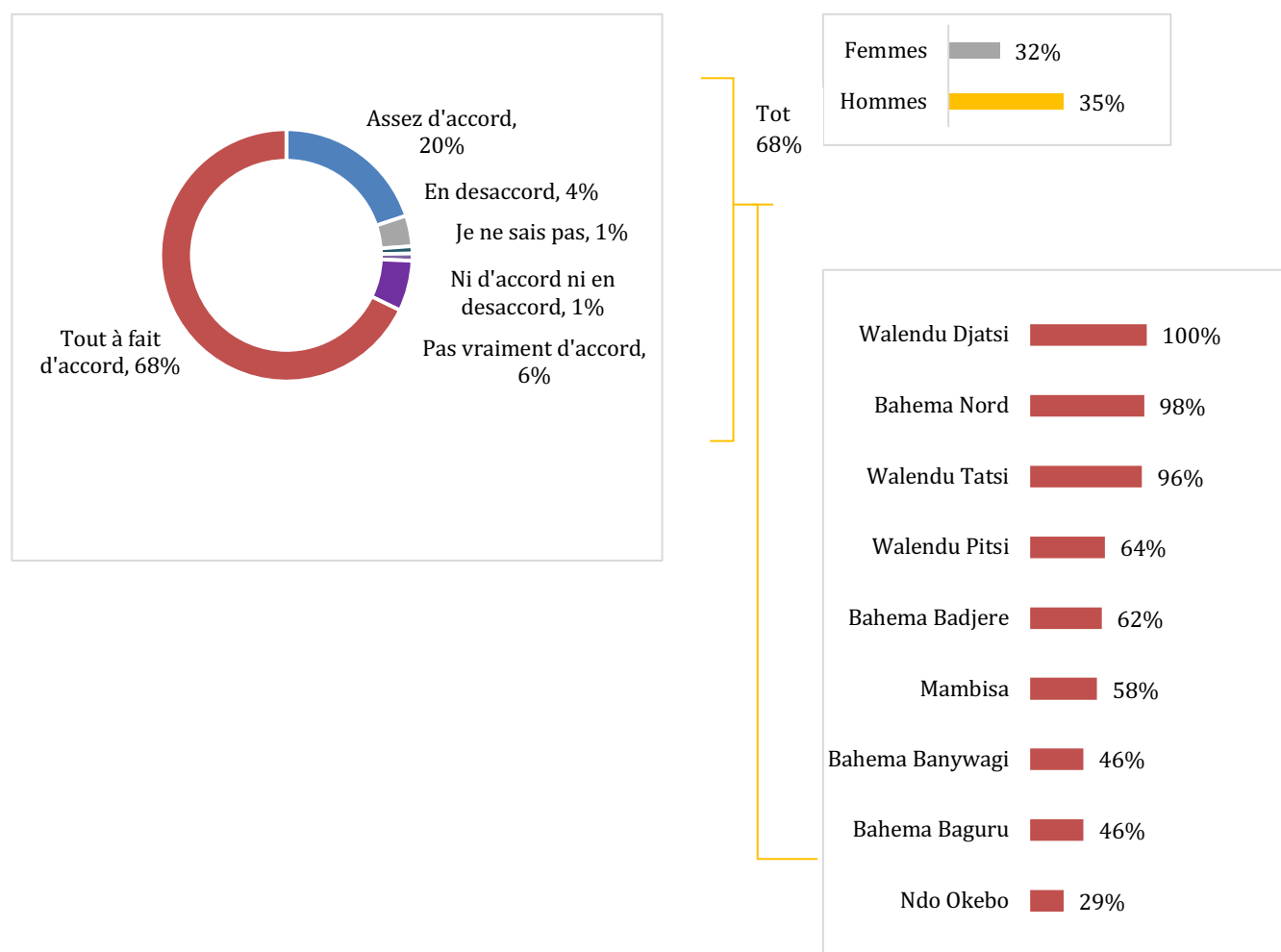
Il ressort de ce graphique qu'au total 71% des personnes ayant participé à l'étude considèrent que les femmes sont des actrices de paix et de changement social et qu'elles jouent un rôle important dans l'amélioration du climat de confiance parmi les communautés.

Figure 23. Femmes comme actrices de paix reconnues



L'analyse de ce graphique révèle que 61% des personnes interrogées reconnaissent la participation des femmes et leur rôle à jouer dans le processus de la transformation pacifique des conflits contre 39% des personnes qui ont des préjugés et des perceptions négatives sur la capacité des femmes à participer dans la résolution des conflits.

Figure 24. Capacités des femmes comme éducatrice pour la paix dans les communautés



69% des participants à cette étude considèrent que les femmes possèdent des capacités comme éducatrice pour la paix dans les communautés contre 31% qui réfutent cette affirmation.

Conclusions

Dans le but de contribuer au processus de stabilisation et de reconstruction de l'Est de la RDC, Search for Common Ground, avec le soutien du Fonds de Cohérence pour la Stabilisation a initié et conduit un projet intitulé « Pamoja kwa Djugu / Ensemble pour Djugu ». Lancé en juin 2020 pour une durée de douze mois, cette initiative dont l'objectif est de rétablir la confiance entre les communautés, et de renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre de manière progressive, pacifique et inclusive des litiges qui sont sources des tensions et des conflits entre communautés, ce projet est exécuté au profit des communautés des secteurs/chefferies du territoire de Djugu en province de l'Ituri.

Ce rapport présente les résultats d'une étude menée entre octobre et novembre 2020 dans le territoire de Djugu afin d'établir la situation initiale des zones d'intervention pour l'efficacité de la mise en œuvre du projet, déterminer les valeurs de base des indicateurs pour mesurer les progrès des activités et formuler des recommandations pour le projet.

Des analyses des opinions et des données collectées dans les ménages, des conclusions ci-après peuvent être tirés :

- Les influences négatives que certaines autorités politiques et les acteurs des services de sécurité ont sur les dynamiques des conflits entravent la confiance des communautés envers les institutions étatiques et pourraient ralentir le processus de transformation durable des dynamiques clés des conflits en créant de l'insécurité et de l'instabilité dans le territoire de Djugu.
- Le manque de professionnalisme et de petites subventions adéquates des médias locaux pourrait constituer un frein à la préparation du terrain pour des initiatives communautaires pour juguler les tensions et de conflits entre les communautés.
- L'accès limité des populations aux informations vérifiées et sensibles au conflit serait dû à la faible couverture de l'étendue du territoire de Djugu par les médias locaux, le désintéressement, le faible pouvoir économique de la population affectée par les conflits entre les communautés.
- La perception des communautés et des individus sur le mariage intercommunautaire diverge. Il sied de noter que la volonté des personnes interrogées sur le mariage entre les communautés est inhibée par la pesanteur et la perception négative de l'un ou l'autre communauté. Ce qui ne favorise pas le retour à la stabilisation et pose les bases d'une paix durable dans le territoire de Djugu.
- Les enjeux liés à la stabilisation et la construction de la paix sont perçus positivement par les différents groupes. L'étude relève que le dialogue est une stratégie efficace qui permet de rassembler les communautés, les autorités étatiques et traditionnelles pour discuter autour des dynamiques des conflits en identifiant des solutions nécessaires à l'élaboration des plans d'action qui seront considérés comme une feuille de route aussi bien inclusif que participatif pour une résolution durable du conflit.
- L'accès accru des communautés aux cadres d'échanges et la mise en application effective des mesures arrêtées avec l'appui des autorités locales, territoriales, provinciale et nationales pourraient renforcer l'idée maîtresse du pilier dialogue démocratique qui se veut de transformer les conflits liés à la terre, aux ressources naturelles et au pouvoir qui opposent les communautés.

- La perception du rôle de la femme par la population dans la gestion et transformation des conflits est positive. Les participants à l'étude reconnaissent que la femme devrait jouer le rôle de conseillère, de pacificatrice et actrice de changement social. Cependant, la culture africaine et congolaise ne donne pas assez de responsabilité à la femme. Ainsi la participation de la femme aux instances des prises de décision comme le conseil de sécurité et l'administration du territoire est limitée.
- La population est favorable au recours à des institutions comme modèle et moyen de résoudre leurs différends (litiges, tensions et conflits). Néanmoins, il y a nécessité de renforcer le processus de sécurité en redynamisant les structures de gouvernance locales et en améliorant les conditions socio-économiques de résilience face au conflit comme le veut le STAREC.

Au regard des résultats de l'étude, il ressort la mise en application de la théorie du changement du projet s'avère indispensable car la vision collective et commune de long terme des autorités communales et des leaders locaux, et des solutions concrètes pour la paix n'existent pas; les initiatives de résolution des conflits, de réconciliation et de stabilisation qui basent sur les résultats du dialogue ne sont pas harmonisées; et les acteurs médiatiques ne diffusent pas l'information sensible au conflit qui sont contre les préjugés et stéréotypes ce qui fait que la confiance entre les communautés et dans les institutions étatiques est limitée. Comme conséquence, les conflits sont gérés d'une manière violente et les causes des conflits ne trouvent pas à ce jour une réponse plus adaptée et efficace, et fragilisent les institutions en place et les efforts de consolidation de la paix.

Recommandations

Au regard des résultats et conclusions ci-hauts, nous recommandons ce qui suit :

Continuer à souligner les responsabilités des autorités locales, territoriales, provinciales et nationales dans le respect des lois en matière d'exploitation des ressources et de commercialisation des biens et services en assurant que les profits de l'exploitation et du commerce soient utilisés à des fins utiles, surtout pour le maintien de la paix et l'amélioration des capacités des citoyens à devenir des agents de changement dans leurs communautés respectives.

Renforcer la capacité techniques et organisationnelles des médias locaux à travers des formations adéquates en faveur des journalistes et animateurs pour s'assurer du choix des sujets, de la pertinence et de la qualité des émissions à diffuser mais aussi de la fiabilité et de la sensibilité au conflit des informations; doter des petites subventions aux médias formés en vue d'œuvrer pour la paix et la réconciliation des communautés en conflits et de prévenir d'éventuels conflits et tensions intercommunautaires.

Intensifier les dialogues communautaires et intercommunautaires avec la participation des acteurs clé internes et externes pour contribuer efficacement au retour de la paix dans le territoire de Djugu.

Apporter un soutien efficace et considérable aux femmes instruites et non instruites à travers les associations féminines locales et autres groupes des femmes (mutualités) pour leur engagement effectif dans la construction de la paix et faire de la femme une actrice de paix et de changement social au niveau communautaire, territorial, provincial et national. Le projet pourra fournir aux femmes pendant la mise en œuvre du projet des compétences et des connaissances en matière de droits et de gestion et résolution des conflits intercommunautaires qui sont liés à la gestion et accès à la terre et aux ressources naturelles et autres services sociaux de base.

Renforcer la capacité des structures locales de consolidation de la paix pour exercer efficacement leur mission. Les membres de ces structures sont des acteurs clés dans la promotion de la paix et la réconciliation. Un accompagnement de proximité pourrait leur permettre d'avoir plus d'impact face aux tensions interethniques et aux éventuelles violences que les conflits inter communautaires peuvent engendrer.

Effectuer des missions du suivi régulier du point de vue de la fonctionnalité des structures de consolidation de la paix.

Impliquer les femmes et les enfants des miliciens dans des évaluations sexospécifique lors la tenue des sessions de feedbacks communautaires et en focus groups de discussions en vue d'informer les autres piliers de la stabilisation comme retour, relance, et réintégration socioéconomique des besoins de ces catégories des bénéficiaires. Ces évaluations permettront de mettre en évidences les besoins des femmes et des jeunes dans les plans de développement et de les encadrer en AGR dans le but de procurer la paix à Djugu.

Ajuster les cibles prévues de certains indicateurs du cadre logique définis dans le plan de

suivi et évaluation du projet afin de refléter la vraie réalité et les changements attendus et induits par l'intervention du projet dans le territoire de Djugu.

Par rapport à la conception et élaboration des outils de futures études, nous suggérons d'avoir la même structure du questionnaire et de guides entretiens pour faciliter l'analyse et l'interprétation des données aussi bien qualitatives que quantitatives d'une manière intégrée et harmonisée en vue de montrer la profondeur et l'ampleur du phénomène étudié.

Annexes

Annexe 1 : Outils

Guide_FG_Civiles_DR
L_BL_VF Commentaire

RS_Questionnaire
SFCG- Collecte des dc

Annexe 2 : Documents utilisés

Neal et al.2015 Rapid
Analysis.pdf

Proposal Search,
Pamoja Kwa Djugu - F

SFCG_M&E
Plan_2016 Template_

DRC2014_A_la_reche
rche_dune_Paix_Dura

Rapport Enquete
Persévérance de la ha

Annexe 3 : ToR

TDR_recrutement_co
nsultant_analyse_don